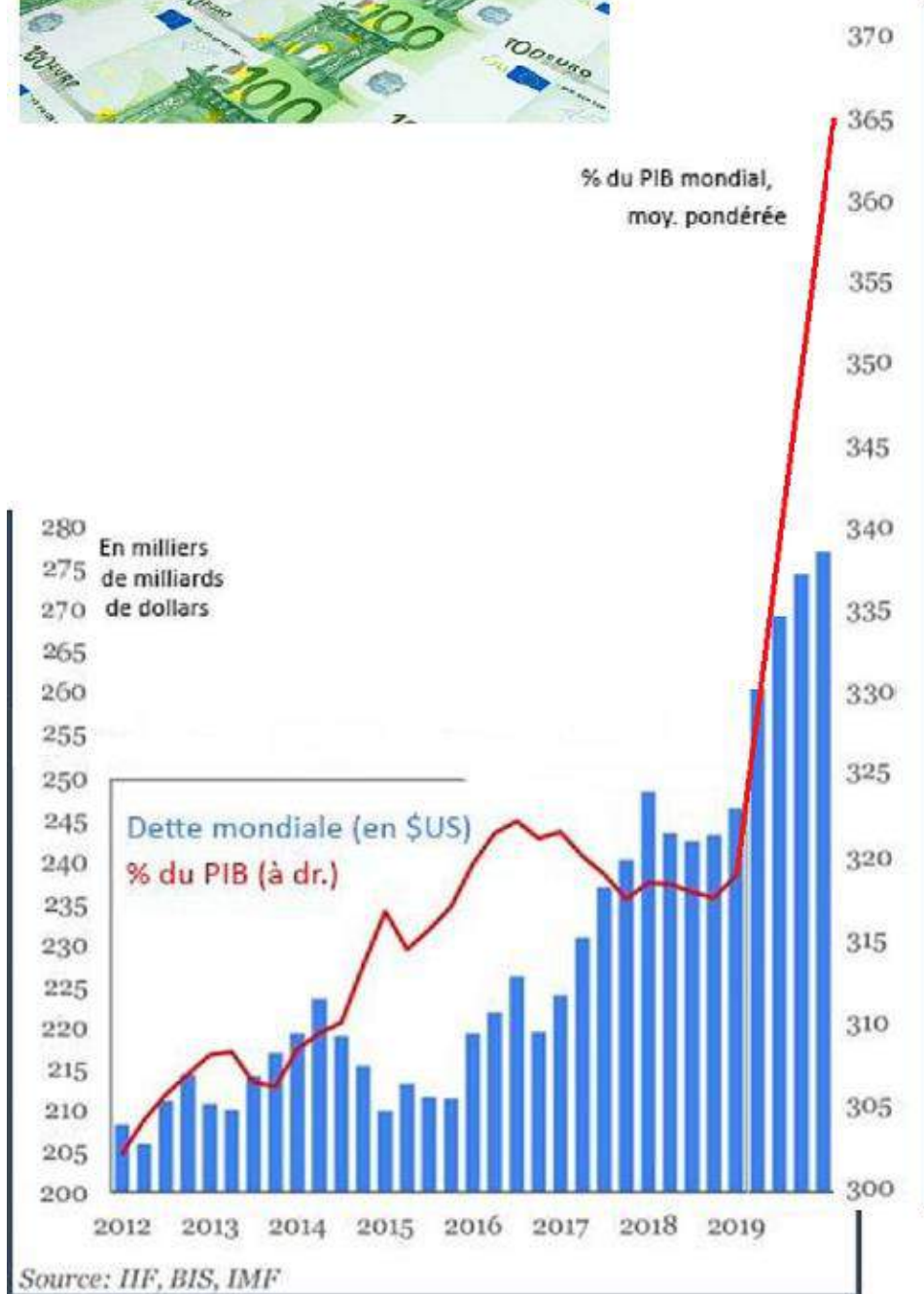


Covid-19 et crise économique: un lien de cause à effet, ...ou pas???

En un sens, le Covid-19, en héritant du millésime 2019, n'a pas volé son nom: selon un grand nombre de traces encore évidentes, tous les facteurs d'une crise économique majeure étaient déjà réunis, dès le deuxième semestre de 2019, et le choc du premier semestre 2020 était donc inévitable, virus ou pas.

Parmi toutes les traces "alarmantes" du deuxième semestre 2019, l'une des plus violentes et spectaculaires, même si restée ignorée du grand public, surtout européen, c'est donc la "crise du REPO", un acronyme US qui, de notre côté de l'Atlantique, indique mal son nom... Une crise qui a déjà contraint la FED à une intervention massive et durable, avant même la "bataille du Covid" et jusqu'à son éclatement, faisant la jonction entre les dernières conséquences de la crise de 2008, restées sans solutions fondamentales, et la nouvelle, venant y rajouter carrément un étage de problèmes économiques, financiers, monétaires et sociaux, d'une ampleur largement équivalente, et tout aussi insolubles autrement que par un nouvel étage dans la construction du pouvoir bancocentraliste mondialisé.

C'est sur ce point de départ de la "crise du REPO" que prenait appui la dernière étude de fond de la crise publiée sur le blog TML, peu avant sa fermeture. Etude qui n'a quasiment pas fait l'objet d'autre republication, et se trouve donc sur En Avant Marx! en quasi-exclusivité, actuellement!



Depuis plusieurs décennies, déjà, la dette mondiale ne cesse de s'amonceler... Avec la crise de 2007-2008, elle semblait déjà être devenue une montagne surplombant et dominant le monde de sa hauteur écrasante, en attente de dévots pèlerins du Capital qui lui eussent apporté quelques oboles en guise d'ébauches de remboursement...

Pourtant, on avait donc encore rien vu... Ni compris...

Pour les "initiés", les vraies raisons de cette divinité étaient pourtant apparues lors de la « mini-crise » débutée en fait très brutalement, sur les taux US « repo » le 16 Septembre 2019 dans l'après-midi...

« La Fed a dû injecter 53 milliards de dollars de liquidités dans le système financier pour contenir le niveau des taux d'intérêt sur le repo.

C'est le genre de mesures d'urgence qui rappelle de mauvais souvenirs, ceux de la crise financière de 2008. La Réserve fédérale américaine (Fed, banque centrale) a été obligée d'injecter, mardi 17 septembre dans la matinée, 53 milliards de dollars (48 milliards d'euros) de liquidités dans le système financier pour contenir le niveau des taux d'intérêt sur le repo (*repurchase market*).

Ce marché permet aux institutions à court de cash de trouver les fonds nécessaires pour passer la nuit, en cédant provisoirement des titres en échange, le plus souvent des bons du Trésor. Peu risquées, les opérations de repo se financent à des taux censés évoluer comme ceux de la Fed, dans une fourchette comprise entre 2 % et 2,25 %.

Mais ces taux de repo se sont brutalement tendus, atteignant 6 % lundi après-midi et 10 % mardi matin. Les marchés financiers ont été pris dans ce que le *Financial Times* appelle un « *orage parfait* », forçant la Fed à intervenir pour la première fois depuis dix ans. En clair, il n'y avait plus d'argent à prix raisonnable et la banque centrale de New York a dû mettre en urgence à disposition 75 milliards de dollars de liquidités (53 milliards ont été consommés). »

https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/09/18/la-fed-injecte-en-catastrophe-53-milliards-de-dollars-de-liquidites-dans-le-systeme-financier_5511659_3234.html

La suite de l'article tend évidemment à expliquer qu'il s'agit là d'un incident « purement technique »...

...Et pourtant, en Octobre...

« Ce n'est pas un QE - un programme d'achat massif de titres - mais ça y ressemble fort. Lors d'une prise de parole à Denver, lors de la convention annuelle de la NABE (National Association for Business Economists), Jerome Powell, a indiqué, mardi, qu'il était prêt à accroître à nouveau le bilan de la banque central par un programme de rachat de bons du Trésor (« Treasuries »). Objectif : éviter de nouvelles perturbations sur le marché du repo, un outil essentiel de financement interbancaire. »

« ...Moins de cinq jours plus tard, la banque centrale américaine annonçait un programme d'injection de liquidités, d'un montant quotidien maximal de 75 milliards, et ce jusqu'au 10 octobre. Autant de mesures qui ont réussi à calmer le marché - les taux du repo ont été ramenés autour de 1,8 % - mais pas les esprits.

« *Ces opérations ressemblent déjà à du QE*, note Stéphane Déo chez La Banque Postale AM. *La Fed « prend en pension » des titres d'Etat comme caution, ce qui vient augmenter son bilan, et fourni des liquidités aux banques en contrepartie.* » Problème : ces repo de la Fed ne durent qu'une journée. Et ils sont ponctuels, même si le guichet restera ouvert au moins tout au long du mois d'octobre. Or la banque centrale américaine cherche une solution de long terme. »

<https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/la-fed-rachete-des-actifs-pour-eviter-une-crise-de-liquidites-1138402>

...Et en Décembre...

« ***Crise du marché Repo, des explications insuffisantes.***

« Diverses causes ont été avancées pour expliquer la hausse subite du taux du marché des Repo en septembre dernier. Pour des experts de la Banque des règlements internationaux (BRI), elles ne suffisent pas à expliquer ce choc.

« ...Les économistes de la BRI pointent également la demande croissante en Repo des fonds spéculatifs pour financer des opérations d'arbitrage entre les obligations en espèces et les dérivés. «Les hedge funds revendent leurs bons du Trésor sur le marché Repo pour obtenir des liquidités et augmenter la taille de leurs transactions, ajoute Marc Bourget. Ces opérations d'arbitrage amplifient le problème.»

« Depuis la hausse de septembre, la Fed poursuit une politique d'injection de liquidités sur le marché, renouvelée à plusieurs reprises. Elle vise à stabiliser les taux qui pourraient connaître de nouveaux soubresauts en fin d'année lorsque les banques cherchent à réduire la taille de leur bilan en se retirant des opérations Repo. »

<https://www.letemps.ch/economie/crise-marche-repo-explications-insuffisantes>

« ***Voir également: La Fed ne quitte plus le marché Repo***

...En Janvier...

« Des choses très bizarres ont lieu depuis septembre sur le REPO, le marché interbancaire américain. Des choses si étranges que la FED se voit obligée d'y injecter des dizaines de milliards journallement.

« ...Repo : Une nouvelle intervention a eu lieu jeudi

La Banque fédérale de réserve de New York est intervenue jeudi avec deux ajouts temporaires de liquidités sur le marché du Repo.

En effet, la Fed a ajouté des liquidités sur les marchés monétaires pour un total de 74,2 milliards de dollars via 44,15 milliards de dollars d'accords de rachat au jour le jour, ou repo, et via une opération de repo à 14 jours de 30 milliards de dollars.

« ...La Fed à t'elle prévu d'arrêter ses opérations de REPO ?

La Fed avait prévu d'arrêter ses opérations de pension à la fin du mois, mais elle les a récemment prolongées jusqu'à la mi-février. La plupart s'attendent maintenant à ce que les opérations de mise en pension se poursuivent pendant un certain temps, même si la Fed achète des milliards de dollars par mois au Trésor pour renforcer les réserves du secteur bancaire et diminuer la nécessité de modifier les opérations de mise en pension.

Une solution toujours pas trouvée !

La Fed n'a pas encore trouvé de solution durable pour maintenir la stabilité sur le marché des taux à court terme.

Cette situation perdure depuis le mois de septembre 2019, après qu'une date de paiement des impôts et le règlement de la dette du Trésor eu poussé certaines banques à se retirer des prêts entre elles sur les marchés des pensions à court terme. »

<https://www.leguideboursier.com/video/bourse/inquietudes-sur-le-marche-du-repo-la-fed-continue-d-injecter-des-liquidites-2020012416540.php>

...En Janvier, néanmoins, cet autre analyste, traduisant "Mises Institute" ne se contente plus des « explications » de pure circonstance :

« Cela s'est produit malgré le fait que les prêts sur le marché des repos sont supposés être parmi ceux dont les taux sont les plus bas, étant donné qu'ils sont adossés à des titres collatéraux théoriquement peu risqués tels que les bons du Trésor.

« ...Malgré ce niveau de risque supposément faible et la demande prétendument élevée pour les bons du Trésor américain, les créanciers sur le marché des *repos* ont décidé qu'ils n'étaient pas prêts à avancer des fonds aux taux bas habituels.

« ...Au regard de l'ampleur de l'intervention en cours de la Fed, il semble que le taux d'intérêt qui *serait* fixé sur le marché en l'absence d'intervention de la banque centrale soit beaucoup plus élevé que ce que ses dirigeants sont prêts à tolérer dans le cadre de leur politique monétaire visant à assurer un accès facile à la liquidité.

« ...Il y a au moins deux raisons permettant d'expliquer le phénomène actuel — et pourquoi une autre crise sur ce marché reste probable.

La première raison est que la demande de bons du Trésor US n'est peut-être pas aussi élevée que ce que pensent les gens. Comme l'a indiqué le CBO (le Bureau du Budget du Congrès américain) le 8 janvier :

« Le déficit a augmenté de 12% au cours du premier trimestre de l'exercice fiscal 2020 par rapport à l'année précédente, bondissant de 39 milliards de dollars pour atteindre 358 milliards de dollars. »

C'est 12% au-dessus du niveau de déficit déjà stratosphérique de l'exercice fiscal 2019, une année au cours de laquelle le déficit a frôlé la barre des mille milliards de dollars alors que l'économie est en expansion.

Il y avait de quoi de s'inquiéter, et ces chiffres illustraient **à quel point le déficit actuel est important par rapport à sa moyenne historique.**

Financer un tel déficit nécessite d'émettre de grandes quantités de nouveaux emprunts d'Etat. Et, avec un tel volume de nouveaux emprunts dans le système, il est possible que tout le monde ne soit pas prêt à avancer des fonds en échange de ces dettes au même taux que dans le passé.

« ...Bryan Chappatta, de l'agence Bloomberg, indiquait au mois de septembre :

*« Le chaos qui s'est manifesté sur le marché des *repos* était attendu étant donné l'aggravation du déficit budgétaire américain [...].*

Les déficits ne sont pas un phénomène nouveau et continuent de s'accumuler au fil du temps. Et bien qu'ils aient reculé entre 2011 et 2015, à la fois en chiffres absolus et en % du PIB, l'écart s'est encore aggravé depuis l'arrivée au pouvoir du président Donald Trump. Au total, le montant de la dette du gouvernement fédéral américain a quasiment triple depuis la crise financière.

Cette croissance de la dette était globalement sous contrôle au cours des années qui ont suivi la crise financière car la Fed a racheté de larges quantités de bons du Trésor US au travers de son programme d'assouplissement quantitatif. »

<https://la-chronique-agora.com/inquiete-fed-continue-injecter-liquidites-marche-repos/>

L'article original par... *Mises Institute*

<https://mises.org/wire/fearful-fed-keeps-pouring-money-repo-market>



...Et finalement, en Mars « Il » arrive !

...Mais toujours pas de repos pour le « repo »!

« La Fed mettait à disposition jusqu'à présent au moins 100 milliards de dollars quotidiennement. Cette hausse du montant alloué sur les marchés débute lundi et se poursuivra jusqu'au 12 mars pour les prêts au jour le jour (repo). Le montant pour les opérations à deux semaines sera également accru pour les opérations de mardi et jeudi, et passera d'au moins 20 milliards à au moins 45 milliards. »

...Juste un peu de carbure... Histoire de faire la soudure, mais...

« ...A une heure de l'ouverture de Wall Street, les contrats à terme sur les principaux indices boursiers laissent penser que la baisse sera forte: Dow Jones -1.255 points, Nasdaq -410 points et S&P 500 -145 points. »

<https://www.bilan.ch/economie/la-fed-va-injecter-au-moins-150-milliards-par-jour-dans-le-marche-monetaire>

...Ce qui n'empêche pas BFM de nous la rejouer façon « Le Monde » en Septembre », pour tenter encore de nous faire croire au « problème technique de liquidités » qui serait limité au « repo ». Ce qui pousse BFM à une « explication » pour le moins

restrictive du rôle des « repo's »... ! L'article, assez court vaut d'être cité in extenso, ne serait-ce que pour sa conclusion...

« La Réserve fédérale américaine va augmenter les montants qu'elle injecte quotidiennement dans le marché monétaire afin d'éviter qu'une banque ou qu'une entreprise ne parvienne plus à se financer.

Nouvelle action forte de la Fed, la Réserve fédérale américaine. Après avoir surpris les marchés en annonçant une baisse importante de ses taux d'intérêts (50 points de base) la semaine dernière, l'institution annonce ce lundi une forte intensification des montants qu'elle injecte dans le marché monétaire. Et ce, en pleine tempête boursière.

De 100 milliards de dollars par jour, la Fed va passer à au moins 150 milliards jusqu'au 12 mars. Cette hausse concerne les prêts au jour le jour (les opérations "repo" pour "sale and repurchase agreement", c'est-à-dire les accords de rachat). Le montant pour les opérations à deux semaines sera également accru pour les opérations de mardi et jeudi, et passera d'au moins 20 milliards à au moins 45 milliards.

Mettre de l'huile dans les rouages

Les opérations de repo sont des transactions à très court terme qui permettent aux banques et entreprises de se refinancer et à la Fed d'avoir un autre outil de contrôle des taux. Elles portent sur le refinancement d'actifs financiers négociables (bons du Trésor, obligations adossées à des crédits hypothécaires, certificats de dépôts, actions) à un taux d'intérêt négocié entre les deux parties contractantes. Dans la vaste majorité des cas, ce sont les banques qui font appel à ce type d'opérations. En effet, les banques ne s'appuient pas nécessairement sur leurs dépôts. Elles recourent souvent à des prêts à court-terme pour respecter leurs engagements quotidiens.

Cette hausse "devrait aider au bon fonctionnement des marchés de financement alors que les acteurs du marché mettent en oeuvre des plans afin de permettre aux entreprises de résister au coronavirus", a détaillé la Fed de New York, qui supervise ces opérations.

Il s'agit donc de mettre de l'huile dans les rouages afin de permettre aux banques de continuer à se prêter de l'argent entre elles pour in fine prêter aux entreprises et ainsi éviter un assèchement du financement via une crise de liquidités.

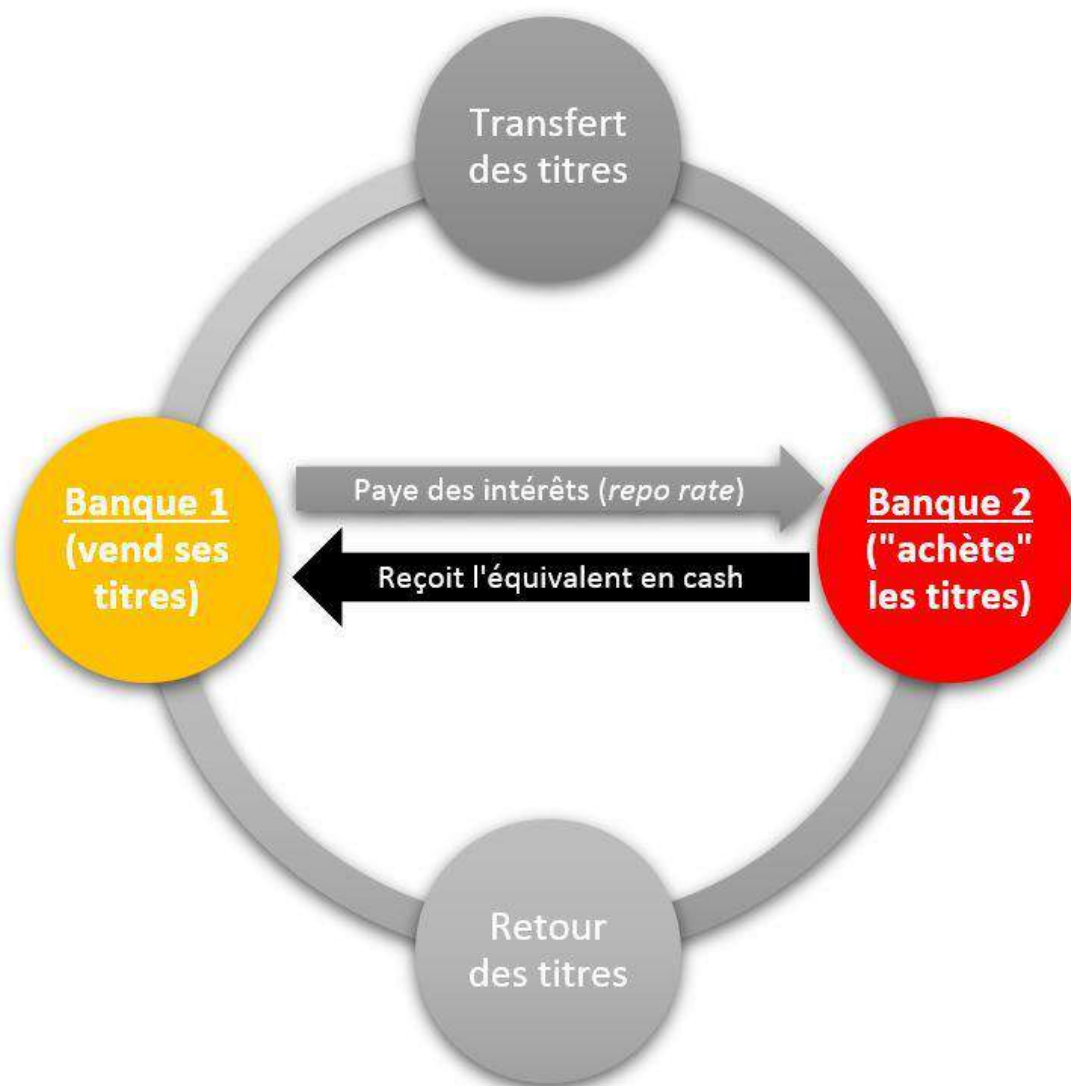
Défiance envers un ou plusieurs intervenants

Cette augmentation des liquidités disponibles signifie en creux que les acteurs du marché, banques en tête, se sont détournés d'un ou de plusieurs intervenants (banque ou entreprise), craignant de lui prêter des fonds.

Techniquement, l'objectif de ces injections massives est de baisser le taux d'intérêt repo sur le marché interbancaire. Depuis septembre dernier, la Fed injecte des dizaines de milliards de dollars par jour (qui sont récupérés à la fin de chaque

journée) dans le marché monétaire. **Auparavant, il fallait remonter à la crise financière de 2008 pour observer de telles injections de liquidités sur le marché monétaire.** »

https://www.bfmtv.com/economie/patrimoine/placements-epargne/la-fed-augmente-ses-injections-dans-le-marche-monetaire-pour-eviter-une-crise-de-liquidites_AN-202003090257.html



Mieux expliqué par "Zone Bourse" que par BFM, le cycle quotidien de l'éternel "REPO"

...2008-2020, la boucle est bouclée, c'est bien la même crise qui continue, en réalité, sous différentes formes...

Bien entendu, comme on l'a vu avec l'analyse de Mises Institute, la « mini-crise du repo » n'était que le symptôme immédiatement visible de la rentrée du monde économique dans une nouvelle phase de récession, même si l'ébauche de croissance US précisément à peine sevrée de sa perfusion monétaire pouvait faire croire le contraire. Il est donc stupide, comme le font certains, de chercher dans le « repo » les

causes de la « crise du covid »... Le covid est, naturellement ou non, peu importe, arrivé à temps pour masquer cette réalité et permettre, en « précipitant », d'abord, la crise, de la tenir sous le contrôle monétaire des Banques Centrales, ce qui a parfaitement fonctionné, avec le « rebond » **autrement incompréhensible des places financières à mi-Mars, juste au moment précis où l'économie mondiale faisait son « stop » le plus complet depuis la guerre, et même bien plus étendu...**

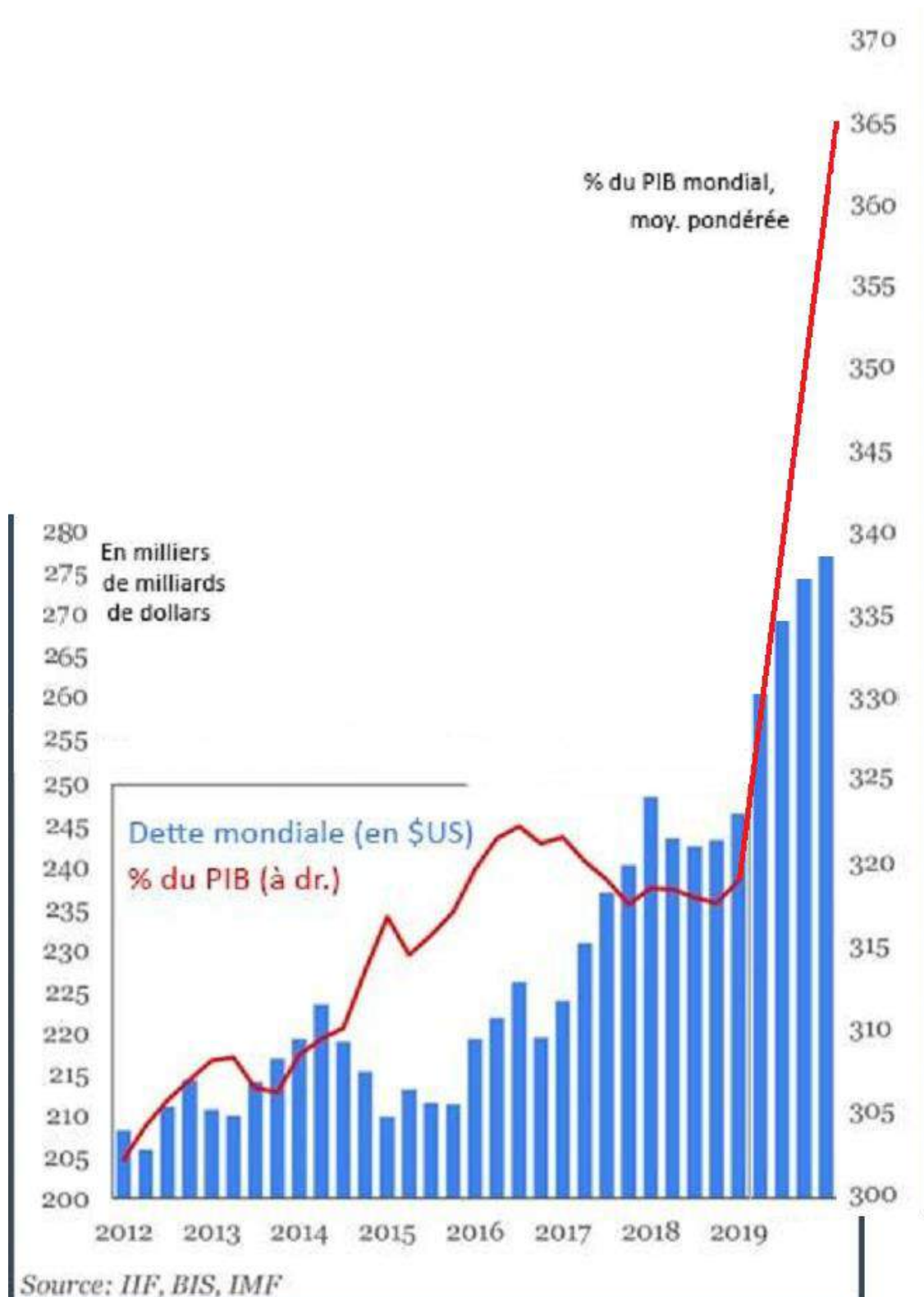
Le covid est arrivé à temps, ensuite, pour faire durer cette crise par l'apparente « carence » des pouvoirs public à la gérer raisonnablement, ce qui continue toujours, en réalité, avec l'opération « vaccination » dont ne sait trop où elle nous mène et n'apporte actuellement aucun allègement aux mesures répressives en cours.

Le cycle des « réformes de structures » du supposé « monde d'après » n'étant manifestement pas terminé, le cycle des « vagues de méchants variants » anglais, africains, etc... et autres « couvre-feux/confinements » n'est donc pas près de finir...

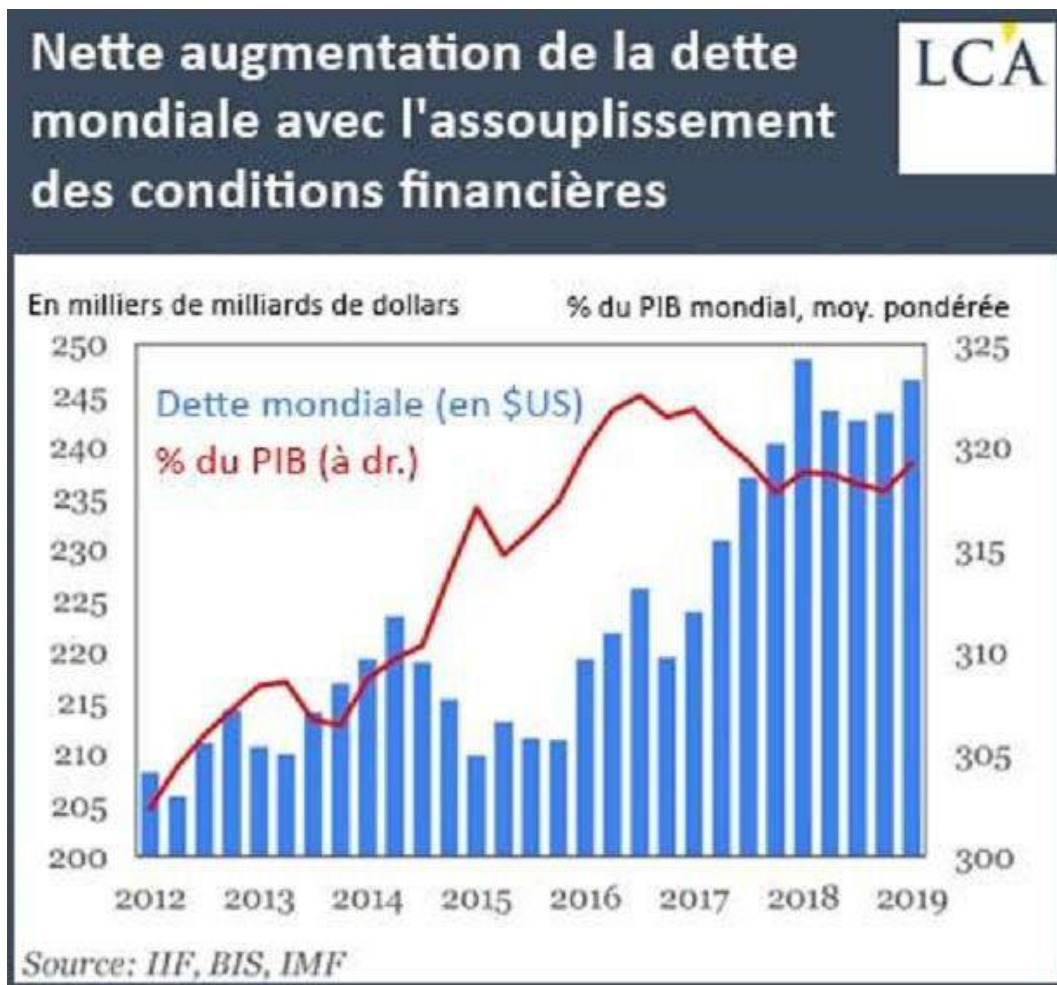


Le « monde d'avant » c'était donc déjà, en fait, le monde de la dette et de la récession, même si provisoirement « cachée » statistiquement, derrière les politiques monétaires des Banques Centrales, et donc bien depuis 2008, déjà.

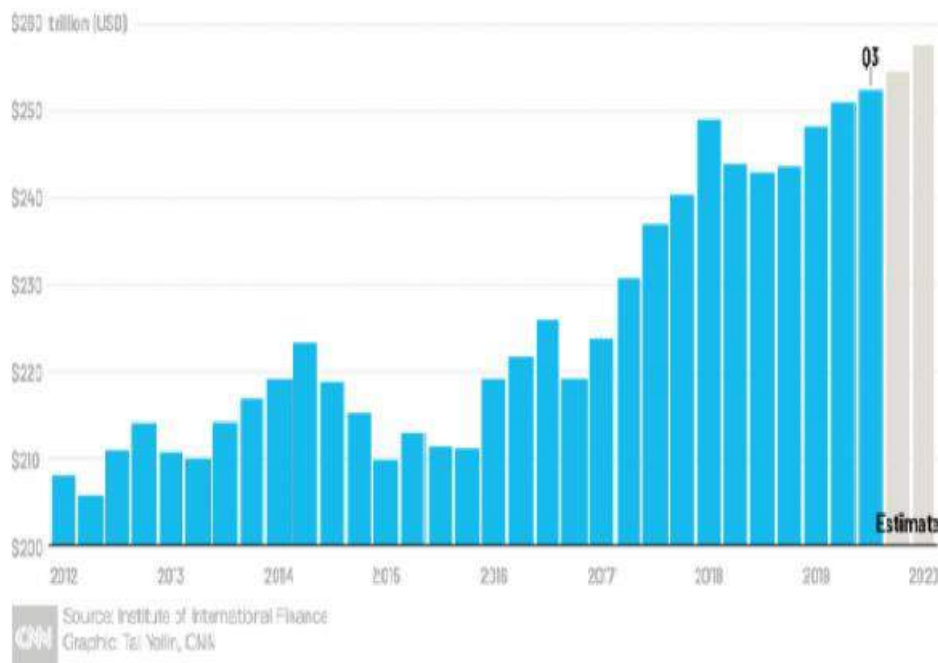
...Et le « monde d'après », c'est... le monde de la dette! ...Mais à une « hauteur » évidemment encore même simplement jamais imaginée...



Le monde d'avant c'était « seulement »...



...Ce qui donnait une « prévision » de ...



...Dont on s'est quelque peu éloignés... Pourtant, les bourses, elles, ont plutôt, malgré tout (...ou plutôt, à cause de!) suivi la courbe du « haut »...

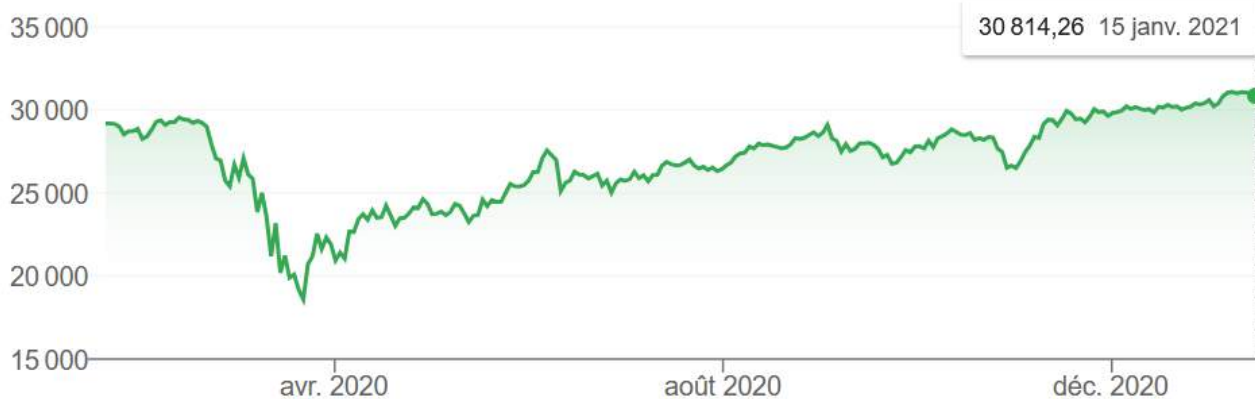
Récapitulatif des marchés > Dow Jones Industrial Average

INDEXDJI: .DJI

30 814,26 -177,26 (0,57 %) ↓

15 janv., 17:18 UTC-5 · Clause de non-responsabilité

1 jour 5 jours 1 mois 6 mois YTD **1 an** 5 ans Max.



Ouverture	30 926,77	+Bas	30 612,67
+Haut	30 941,98		

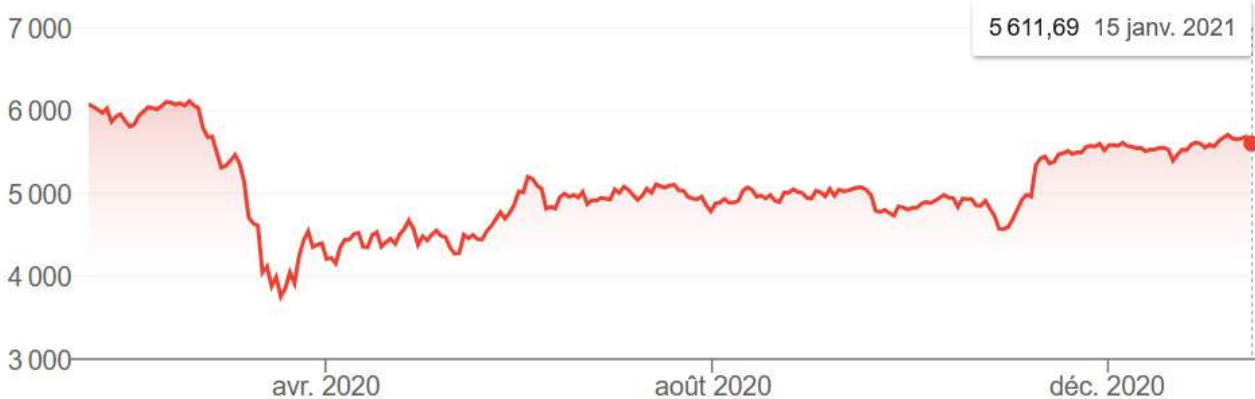
Récapitulatif des marchés > CAC 40

INDEXEURO: PX1

5 611,69 -69,45 (1,22 %) ↓

15 janv., 18:05 UTC+1 · Clause de non-responsabilité

1 jour 5 jours 1 mois 6 mois YTD **1 an** 5 ans Max.



Ouverture	5 648,70	+Bas	5 563,74
+Haut	5 656,45		

...Mais la dette mondiale ...

«L'Institut International de Finance a présenté ses prévisions concernant l'endettement mondiale pour l'année 2020. Comme attendu, celui-ci est en nette augmentation et atteindrait **un niveau jamais vu auparavant de 277 000 milliards de dollars, soit près de 365% du PIB mondial**. La crise sanitaire a provoqué une hausse colossale des montants empruntés par les États et les entreprises. Au mois de septembre, la dette avait déjà progressé de 15 000 milliards dont près de la moitié émise par les États, principalement développés.

Dans le détail, la dette totale (publique et privée) des pays développés représente près de 432% de leur PIB au troisième trimestre contre 380% fin 2019. Les nouvelles mesures de restrictions sanitaires ne devraient pas améliorer ce ratio. Les pays émergents s'en sortent mieux avec une dette totale de 250%, même si la Chine se rapproche des niveaux des pays développés à 335% du PIB.

Toutefois, l'Institut met en garde sur les dettes des pays émergents. En effet, 7 000 milliards de dollars d'obligations arrivent à échéance à la fin de l'année et les faibles taux d'intérêts ne compenseront pas le manque à gagner provoqué par la baisse des recettes fiscales.

Enfin, l'organisation ne voit pas de ralentissement de cette tendance sur le long-terme. Pour éviter les mesures d'austérité mises en place lors de la crise financière, les États et les entreprises devraient continuer de s'endetter pour atteindre un montant faramineux de 360 000 milliards en 2030.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/Minute-Macro-Des-dettes-records-mais-la-Chine-reste-optimiste--31819249/>

...Et la France, dans tout ça...???

« La dette publique française supérieure à 100% du PIB pendant "dix ans au moins", estime Moscovici, premier président de la Cour des comptes...

« ..."Nous allons vivre pendant dix ans au moins avec une dette publique supérieure à 100% du PIB. Nous allons vivre pendant au moins 5 ans, 4 à 5 ans, avec des déficits budgétaires supérieurs à 3% du PIB" (*), a affirmé l'ancien commissaire européen invité de Radio J.

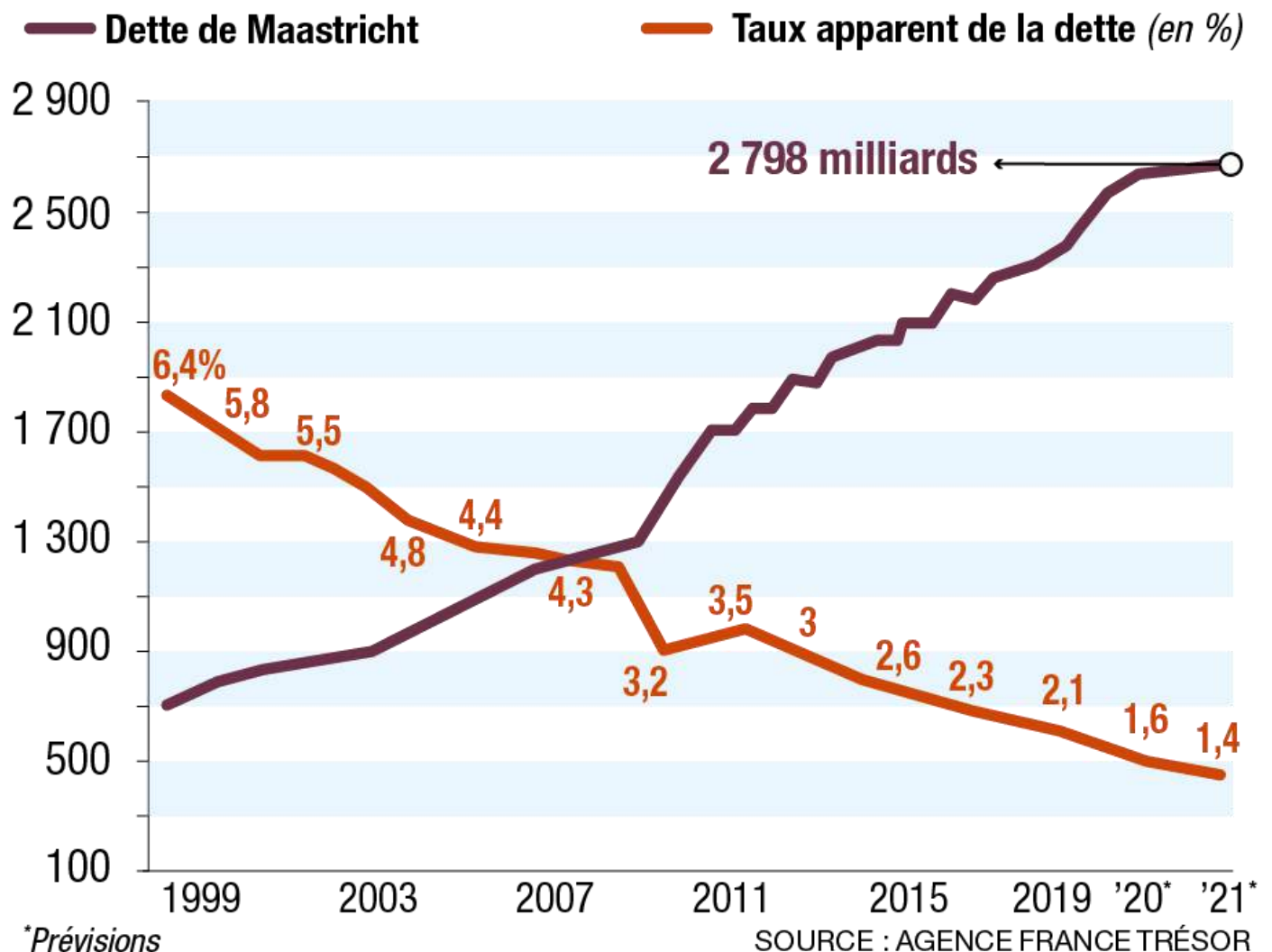
« ...Le pays devrait ainsi avoir terminé l'année 2020 avec une dette d'environ 120% du PIB, qui devrait encore gonfler à 122,4% cette année du fait de nouvelles dépenses pour soutenir l'économie, prévoit le gouvernement.

<https://www.boursorama.com/actualite-economique/actualites/la-dette-publique-francaise-superieure-a-100-du-pib-pendant-dix-ans-au-moins-estime-moscovici-ab32f40f32320cfc87d83dcd35842a6c>

(* NDLR-TML: La "norme" UE, d'inspiration "mitterandienne", qui était en vigueur jusqu'au 12 Mars 2020 et enterrée sur ordre des Banques Centrales, et donc de la BCE, en conséquence de quoi l'Etat français macronien devra donc "payer" ... "Quoi qu'il en coûte!" ... au compte de la dette, évidemment!!!)

Une dette française toujours plus lourde, des intérêts toujours plus faibles

En milliards d'euros



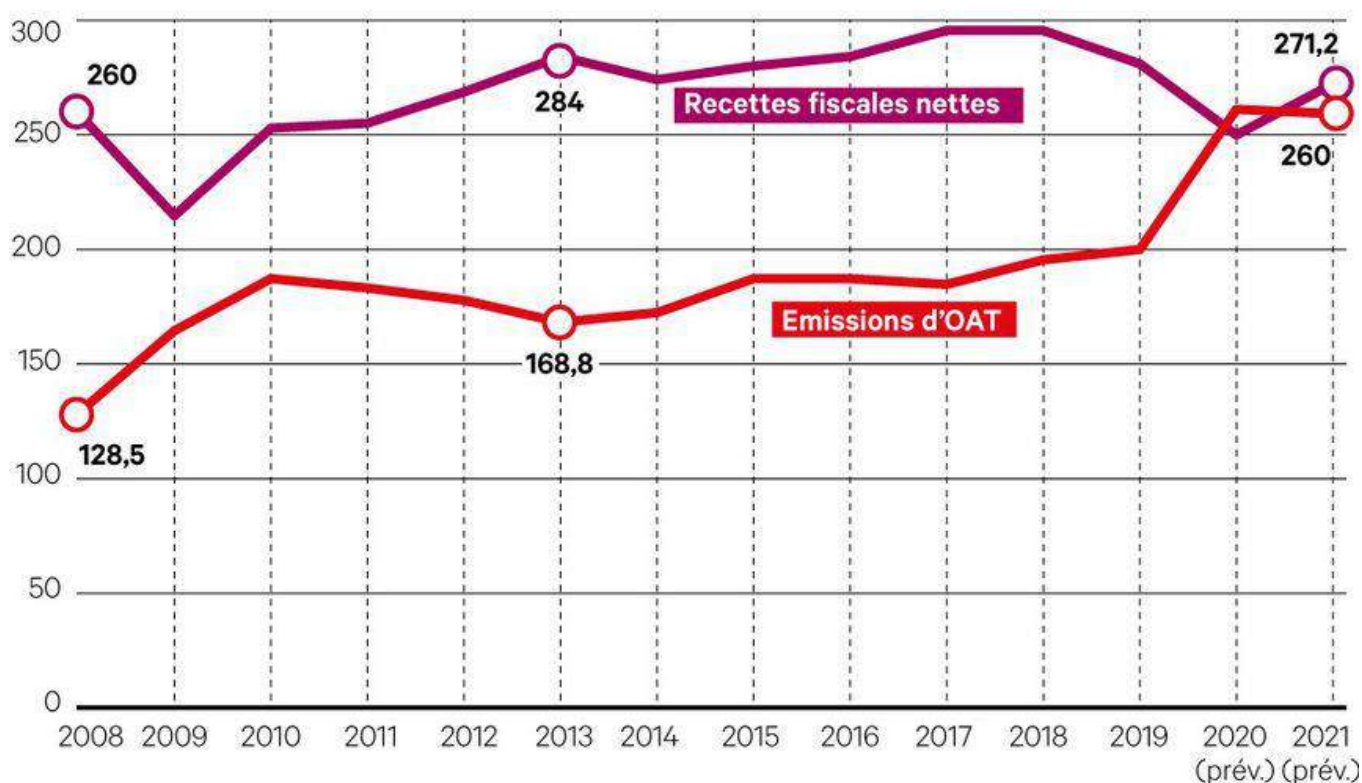
Sur ce graphe, qui voit se "croiser" l'amoncellement pharaonique de la dette publique de l'État français et la "chute" non moins vertigineuse des taux d'emprunt, se trouve donc signée la dépendance en réalité définitive de l'État-

nation France à l'égard des politiques de gestion du cycle de la dette par les Banques Centrales à l'échelle mondiale, et ici, à court terme, par la BCE.

Cette dépendance est également encore on ne peut mieux illustrée par cet autre "croisement" de courbes sur un graphe, celles du financement de l'Etat par ses recettes fiscales et par ses obligations (dettes) émises pour le même exercice budgétaire, et qui totalisent un montant supérieur aux recettes pour 2020, et pratiquement équivalent ensuite, pour 2021... Autre expression graphique du "Quoi qu'il en coûte!" banco-centralisé...

Evolution comparée des émissions d'OAT et de recettes fiscales nettes

En milliards d'euros



« LES ÉCHOS » / SOURCE : COMMISSION DES FINANCES DU SÉNAT

<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/covid-avec-la-crise-letat-se-finance-desormais-autant-par-lendettement-que-par-limpot-1263327>

<http://www.senat.fr/rap/l20-138-1/l20-138-112.html>

Alors??? Dix ans pour (re?)trouver une improbable autonomie de gestion des structures étatiques en France? En Mai 2020, au moment où semblait "finir" la première "vague" de la crise du covid, un journaliste exceptionnellement consciencieux du Journal "La Croix" constatait déjà assez ingénument que ce genre de fables, également "officiellement" promues, à l'époque, par la BCE,

n'était déjà évidemment plus du tout crédible, et depuis longtemps déjà, pour les économistes "de terrain":

« ...En douze ans,[...depuis 2008-NDTML!], la Fed et la BCE ont injecté près de 10 000 milliards de dollars dans l'économie, multipliant la taille de leur bilan par cinq. La BCE est ainsi sur le point de détenir plus de 25 % de la dette publique des pays de la zone euro...

La conséquence, c'est qu'en achetant des dettes d'État, elles ont créé des distorsions sur les marchés financiers. *« Les banques centrales sont devenues les faiseurs de prix sur les dettes souveraines »*, analyse Christopher Dembik, directeur de la recherche économique à Saxo Bank. Et c'est ainsi qu'on a vu apparaître les taux négatifs en vertu desquels des fonds de pension payent pour prêter leur argent à des États... Le faible niveau des taux d'intérêt permet de maintenir la croissance dans les économies développées. Mais cela crée un océan de dettes et fait monter les prix de l'immobilier.

De plus une partie des liquidités disponibles sert surtout à alimenter la spéculation. *« Sans l'action des banques centrales, la situation serait plus dramatique. Mais la conséquence est une hausse des marchés actions, ce qui profite aux plus riches puisque ce sont eux, en général, qui en détiennent... »*, ajoute Christopher Dembik.

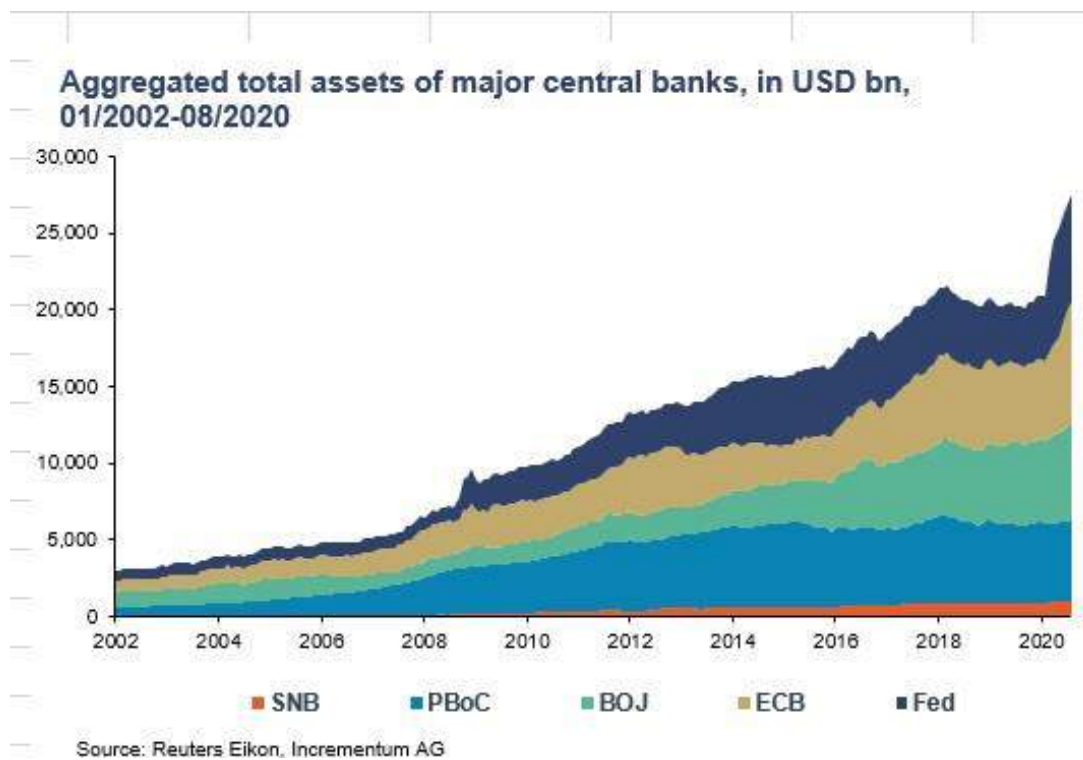
À en croire les banquiers centraux, ce nouvel interventionnisme n'est pas destiné à durer. *« L'argent qui est injecté aujourd'hui n'a rien de magique. Il devra être remboursé, même si c'est sur le long terme. Le but de ce plan d'urgence économique est d'amortir le choc en lissant ses effets dans le temps, pour éviter que trop d'entreprises ne se retrouvent en faillite »*, explique Matthieu Bussière.

Les observateurs des marchés ne sont toutefois pas du même avis. Pour eux, le mouvement semble irréversible. : *« La Réserve fédérale américaine a bien tenté de relever les taux en 2018, mais on a vu le résultat... »*, rappelle l'économiste Véronique Riches-Flores. La chute des marchés boursiers a obligé la Fed à baisser à nouveau les taux, tandis que Donald Trump tempêtait... **Les économies développées semblent être devenues dépendantes des taux bas et s'être installées durablement dans un système d'endettement croissant, qui est permis par l'action des banques centrales. »**

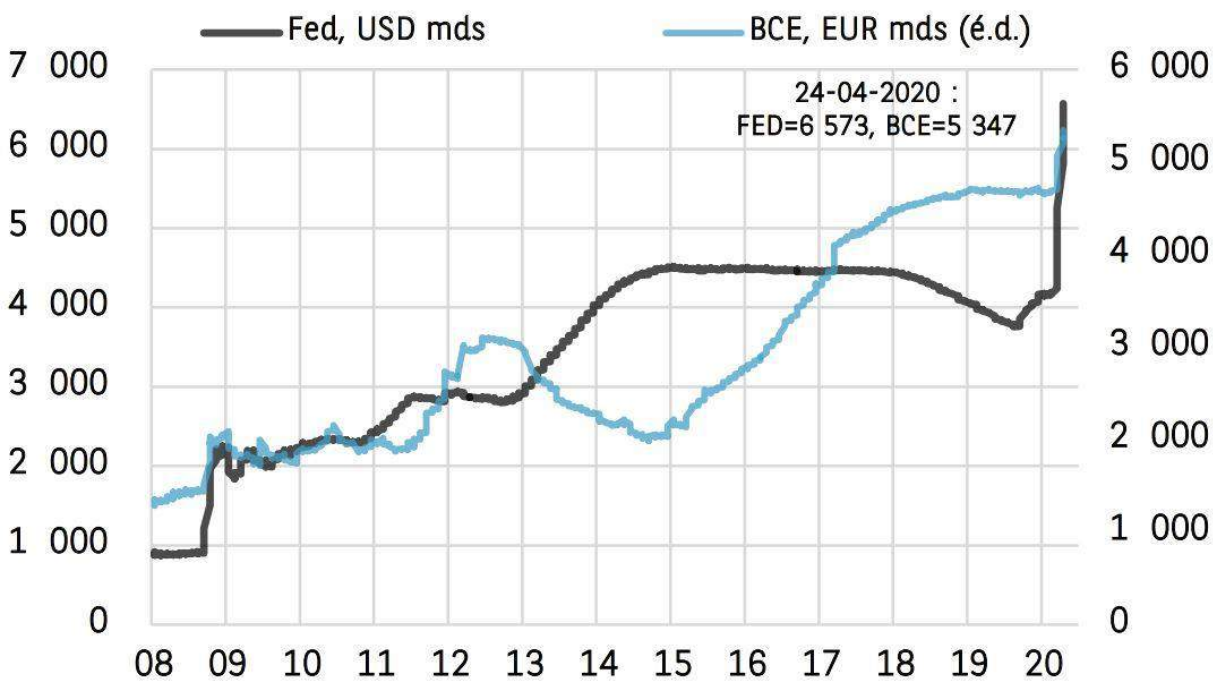
[Les banques centrales-La Croix-17-05-2020](#)

Article republié dans une étude critique, sur TML >>>

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/05/21/la-croix-et-la-banniere-ou-le-coup-detat-des-banques-centrales-pour-les-archi-nuls/>



BILAN DES BANQUES CENTRALES (RÉSERVE FÉDÉRALE, BCE)



SOURCES : RÉSERVE FÉDÉRALE, BCE, BNP PARIBAS

Évolution du bilan des Banques Centrales

Il est donc clair que malgré les airs offusqués que prennent Dembik et consorts, l'effet selon lequel l'action des Banques Centrales maintient la spéculation boursière à un niveau élevé n'est pas du tout un "effet collatéral" du genre "involontaire" ni "imprévu": en effet, sans cette spéculation on voit bien que dans de telles circonstances l'effondrement des marchés financiers est autrement inévitable, et avec cet effondrement, celui des principaux monopoles et banques d'affaires mondiales.

C'est bien cet "effet" qui a donc permis aux marchés financiers de reprendre leurs ascensions vers les sommets dès le pire moment de la supposée, et bien réelle pour le commun des mortels, "crise du covid"!

Ce que "garantit" donc la spéculation boursière, en restant à son niveau le plus élevé en pleine crise, c'est précisément le niveau de capitalisation de ces monopoles et de ces banques cotées en bourse, et ce niveau élevé de capitalisation "garantit", lui, le ratio de solvabilité des dites entreprises, et donc leur capacité à emprunter, c'est à dire, à s'endetter...Le paradoxe, qui n'est donc qu'apparent, en fait, c'est bien que la spéculation boursière est, et spécialement en période de crise, la meilleure des garanties de la dette...!!!

Et là encore, il est important de comprendre que la situation en 2020 a essentiellement ses causes dans l'évolution économique déjà présente en 2019, et non pas dans le covid-19, qui est définitivement bien plus un "masque" à plus d'un titre qu'un "déclencheur" réel...

En témoigne encore cet article du journal "Le Monde" publié, à quelques heures près, au moment même où éclatait la "**crise des repo's**"!

« Alerte mondiale sur la dette des entreprises

Publié le 17 octobre 2019 à 02h23

- Mis à jour le 17 octobre 2019 à 10h37

« Pour certains, ce sera le ferment de la prochaine crise. Pour d'autres, le phénomène révèle surtout l'accumulation des fragilités au sein de l'économie mondiale. Depuis la tempête financière de 2008, la dette des entreprises ne cesse de gonfler sur la plupart des continents, soulevant l'inquiétude des grandes institutions internationales.

Dans son nouveau rapport sur la stabilité financière, publié mercredi 16 octobre, le Fonds monétaire international (FMI) tire à son tour le signal d'alarme : « *En cas de ralentissement marqué de l'activité, dans le plus sombre des scénarios, 40 % de la dette des entreprises dans les huit plus grandes économies, soit 19 000 milliards de dollars [17 000 milliards d'euros], seraient exposés à un risque de défaut, soit plus que le niveau observé durant la dernière crise financière* », prévient-il.

Et pour cause : au premier trimestre, la dette totale des entreprises (hors secteur financier) culminait à 91,4 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, en hausse de 20 points sur vingt ans, selon l'Institut de la finance internationale (IFI), une organisation regroupant les grands établissements financiers. Elle est désormais plus élevée que celle des gouvernements (87,2 % du PIB, en hausse de 30 points depuis 2000), et que celle des ménages (59,4 %, en hausse de 16 points).

https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/10/17/le-fmi-alerte-sur-la-dette-des-entreprises-en-cas-de-ralentissement-economique_6015797_3234.html

Les traces d'un endettement déjà record des entreprises en 2019 sont en fait légions, et, bien évidemment, tous ces records ont donc encore été battus à plate couture en 2020, ce qui n'a donc pas empêché la remontée en flèche de la spéculation et de leur capitalisation en bourse.

« 10 200 milliards \$ ont été levés sur le marché mondial de la dette en 2020

Mardi, 5 janvier 2021

Profitant d'un contexte marqué par des baisses de taux, les pays, mais aussi les entreprises ont emprunté des ressources à des niveaux records sur les marchés des capitaux du monde. Reste désormais à savoir comment cela sera remboursé, et surtout que gagneront les investisseurs.

10 200 milliards \$ ont été levés sur les différents marchés des capitaux dans le monde en 2020, apprend-on d'une synthèse des données publiées par la plateforme Refinitiv du groupe médiatique *Reuters*.

Ce niveau de ressources mobilisées via des émissions de titres d'emprunts souscrits par des investisseurs est en hausse de 31% comparé à celui de l'année 2019. C'est aussi le niveau d'endettement le plus élevé sur les marchés des capitaux depuis 1980 que les données sont accessibles. »

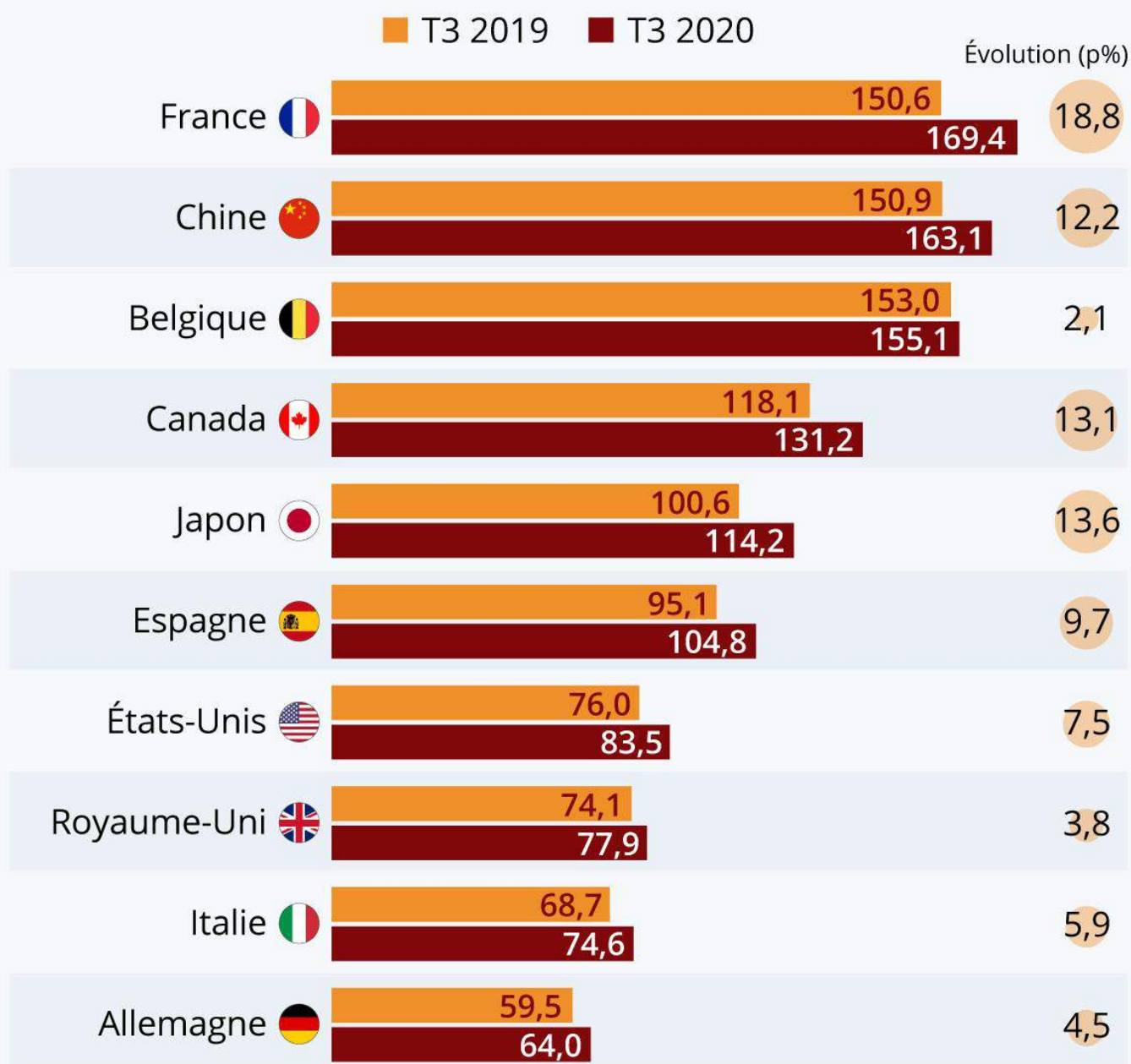
<https://www.apr-news.fr/fr/actualites/10-200-milliards-ont-ete-leves-sur-le-marche-mondial-de-la-dette-en-2020>

Et tout cela, donc, malgré l'évidence de l'arrêt quasi-total de secteurs importants de l'économie, notamment lors du premier « confinement ».

Mais comme le notent justement la plupart des observateurs, et comme le montre également l'évidence, les situations sont malgré tout assez différentes sous plusieurs rapports, et notamment, sous celui du rapport entre endettement et compétitivité économique. La Chine parvient encore à battre des records dans les deux domaines, et la France aussi, mais, sauf pour la dette, pas dans le même sens...!

L'endettement des entreprises atteint des sommets

Niveau d'endettement des entreprises exprimé en pourcentage du PIB dans les pays sélectionnés *



* secteur financier exclu.

Source : Banque des règlements internationaux



statista

Les critères d'évaluation de la dette des entreprises sont assez différents selon les organismes nationaux ou internationaux qui les émettent... Ci-dessus, une évaluation récente de la BRI, Banque des Règlements Internationaux... A la suite, une autre, récente, également (Décembre 2020), pour ce qui nous concerne directement, de la Banque de France:

"L'endettement financier des entreprises non financières françaises atteignait 2207 milliards d'euros fin 2019 (1 536 milliards en crédit dont 1 090 milliards prêtés par des banques résidentes et 671 milliards en titres) et représentait **173 % de la valeur ajoutée des Sociétés Non Financières (cad sans les banques et assurances en gros)**. Cet endettement est sur une **tendance croissante depuis le milieu des années 2000** et, alors que le ratio dette / valeur ajoutée des SNF françaises était en début de période légèrement inférieur au ratio moyen dans la zone euro, il est **désormais d'environ 40 points au-dessus de la moyenne de la zone euro.**"

(Banque de France. <https://publications.banque-france.fr/evaluation-des-risques-du-systeme-financier-francais-decembre-2020>)

Pour mieux comprendre les "distorsions" d'évaluations, cet autre extrait de la presse économique:

« Le projet de loi de finances pour 2021 situe la dette des administrations publiques à 117% du PIB à la fin de cette année et 116% fin 2021, niveaux qui seraient apparus inimaginables il y a un an.

[NDTML >>> « **Projet** » donc encore "revu" à la hausse, depuis, à 122,4%!!!]

« ...Les mesures de l'endettement, privé comme public, diffèrent selon les concepts et les conventions statistiques. Ainsi, la dette des administrations publiques françaises à la fin 2019 est-elle estimée à 98,1% du PIB par l'Insee pour l'application du traité de Maastricht, qui utilise la valeur faciale de la dette (dite nominale), et à 112,3% du PIB par la Banque des règlements internationaux (BRI), si la dette est valorisée à son prix de marché. La différence vient de la baisse des taux d'intérêt à moyen et long terme, qui a fortement revalorisé les obligations émises par le Trésor. Mais quelle que soit la mesure, même nette des avoirs financiers (89,5% du PIB fin 2019 selon l'Insee), la dette publique française, en forte hausse depuis 2007, s'était stabilisée depuis 2016, en partie grâce à la baisse des taux d'intérêt mais aussi à la réduction des déficits primaires.

La situation est bien différente pour la dette privée hors institutions financières, en hausse perpétuelle depuis 2013, et qui atteint 215% du PIB fin 2019 selon la BRI, à comparer à 165% pour la zone euro, 205% pour la Chine et 150% pour les États-Unis.

« ...La Banque de France (BdF), de son côté, estime la dette des agents non financiers français à seulement 135% du PIB fin 2019, faisant remarquer que les entreprises françaises ont la particularité de se prêter mutuellement, et qu'il convient de consolider la dette du secteur des entreprises, c'est à dire d'annuler les dettes contractées entre entreprises. On comprend l'idée, mais, à l'exception des dettes contractées entre filiales d'un même groupe, on ne voit pas bien pourquoi il faudrait annuler la dette que Paul SARL a contracté auprès de Christine SA parce que Paul aurait prêté à Benoit SAS pour le même montant. Si Benoit était incapable d'honorer sa dette envers Paul, ce dernier ne pourrait probablement pas rembourser Christine !

De toutes façons, même réduite en niveau par cette consolidation discutable, la dette privée française mesurée par la BdF suit la même trajectoire dynamique que celle mesurée par la BRI.

« ...Une dette conjointe public-privé dépassant 330% du PIB en 2021?

« Pour l'économie dans son ensemble, l'endettement privé et public va donc augmenter très significativement, par rapport aux 313% du PIB déjà atteints avant la crise selon la BRI (1), probablement de l'ordre de 20 points de PIB à l'horizon 2021. Peu de pays se sont retrouvés avec un ratio d'endettement interne supérieur à 330% du PIB, hors période de guerre (2). Ce fut le cas des Pays-Bas où il atteignit 360% du PIB en 2015, avant de revenir à 307% fin 2019. C'est toujours le cas du Japon, où la dette agrégée représentait 367% du PIB fin 2019.

_(1) Il s'agit de la dette nominale et non pas de la dette à sa valeur de marché. Selon la Banque de France, qui, pour les entreprises, exclut les crédits intra-groupes, les crédits inter-entreprises et les crédits commerciaux, la dette agrégée atteignait 236% du PIB à la fin de 2019.

_(2) La dette publique française avait atteint 205% du PIB en 1944. »

<https://www.telos-eu.com/fr/economie/le-mur-de-la-dette-est-il-imaginaire-1-la-france-c.html>

Cet autre aperçu, citant la Banque de France, y ajoute un total brut de 3000 Milliards d'Euros...

« ...En ce qui concerne les dettes privées, toujours selon les données de la Banque de France, en 2019, les dettes contractées par les ménages français et les entreprises privées s'approchaient des 3 000 milliards d'euros, soit 133,2% du PIB du pays. Dans le détail, la dette des ménages représentait 60,4% du PIB, un niveau deux fois plus élevé qu'il y a 20 ans et justifié par des taux d'intérêt très bas incitant les souscripteurs à investir, notamment pour acquérir un bien immobilier. La dette des entreprises, elle, correspondait à 73,5% du PIB, avec des investissements traduisant un optimisme en matière d'activité. En cela, l'existence d'une dette privée n'est pas non plus forcément un signal d'alarme pour l'endettement d'un pays (*).

(*) <https://www.lci.fr/population/menages-entreprises-3-000-milliards-d-euros-de-dettes-2130063.html>

<https://www.fortuneo.fr/cote-finances/tendance-financiere/comprendre-l-endettement-d-un-pays-639>

...Stock total de dette privée que Standard & Poor's évaluait déjà à 4000 Mds en 2018...

<https://www.lerevenu.com/bourse/la-dette-nouveau-casse-tete-des-entreprises>

Par Olivier Dauzat - Publié le 21/03/2019 à 07:30 - Mis à jour le 21/03/2019 à 07:30

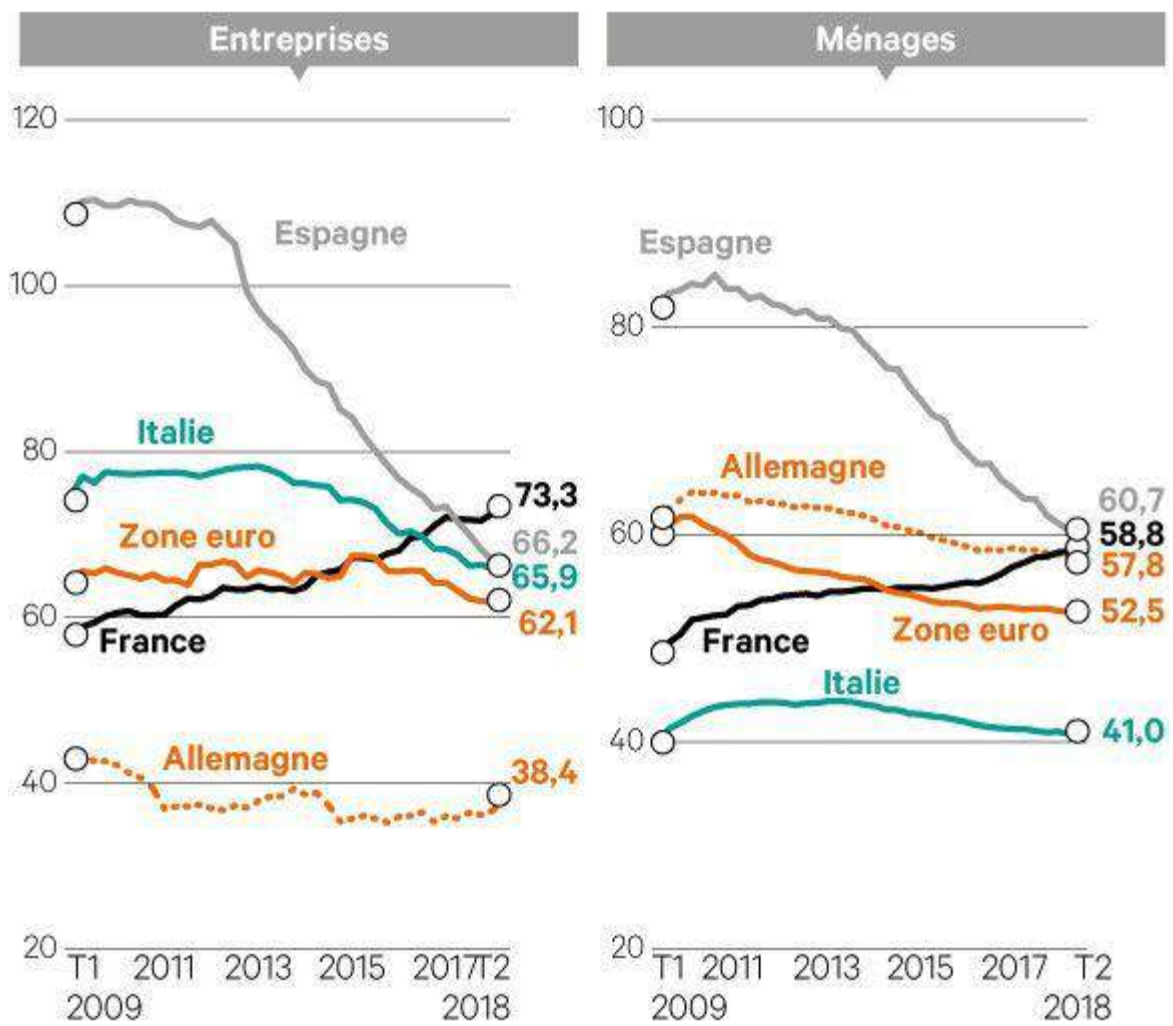
« Pour Standard & Poor's, la montée de l'endettement des entreprises du CAC 40 n'est pas un facteur d'inquiétude. Mais d'autres sociétés plus petites, dont les équilibres financiers apparaissent tendus, subissent la défiance des investisseurs. Tour d'horizon des situations à risque et de celles qui ne le sont pas.

Le constat est a priori inquiétant. Selon l'agence de notation Standard & Poor's (S&P), l'endettement brut des entreprises françaises a dépassé 4.000 milliards d'euros mi-2018 pour atteindre 175% du PIB national. Ce ratio a augmenté de 40 points de pourcentage en dix ans. »

Mais ce qui mets tout le monde d'accord, comme on l'a vu, c'est bien la "pente" générale montante de la dette française, et qui, de plus, la situe dans son contexte européen:

L'endettement des agents privés dans la zone euro

En % du PIB



* LES ÉCHOS * / SOURCE : BANQUE DE FRANCE

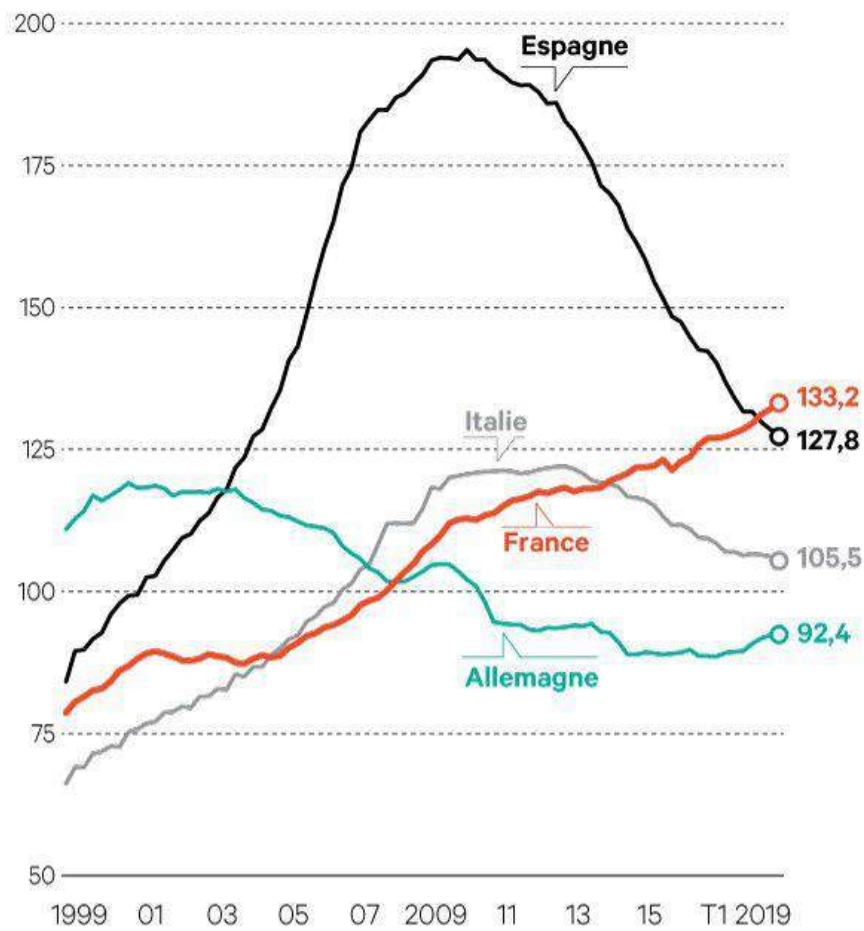
<https://www.lesechos.fr/finance-marches/banque-assurances/la-banque-de-france-avertit-sur-lendettement-des-menages-et-des-entreprises-239666>

...Pente vue ici sur une échelle de temps plus large... (fig. du haut, en total agrégé) >>>

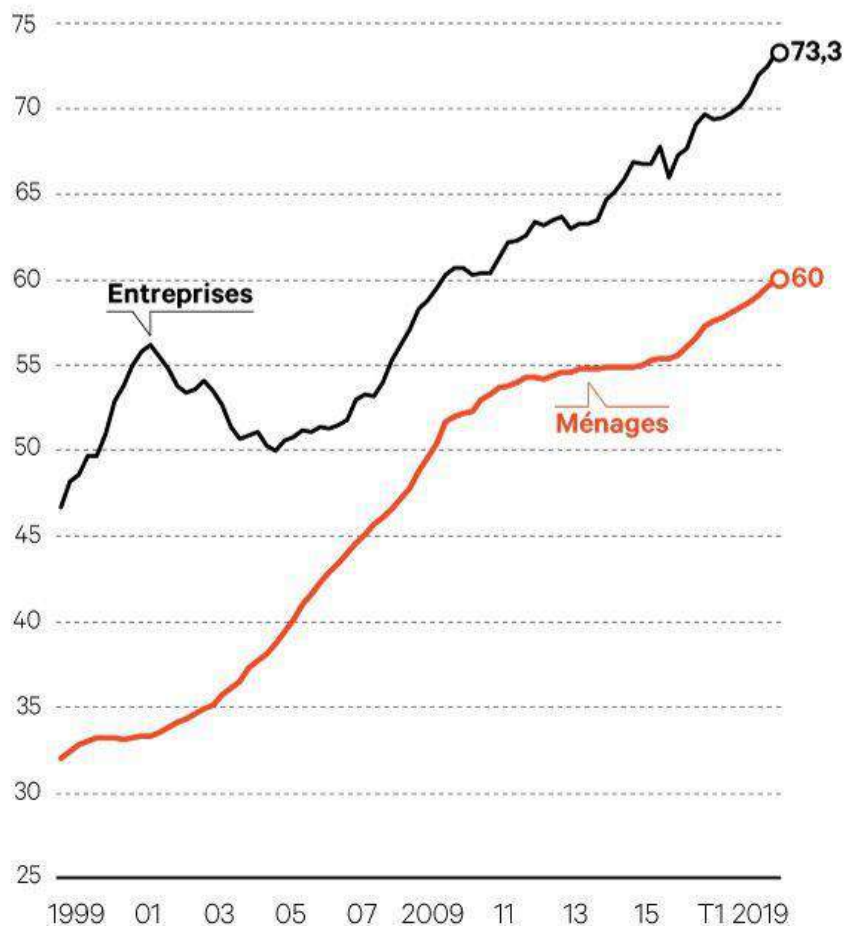
Le taux d'endettement du secteur privé

En % du PIB

L'endettement des agents non financiers, par pays

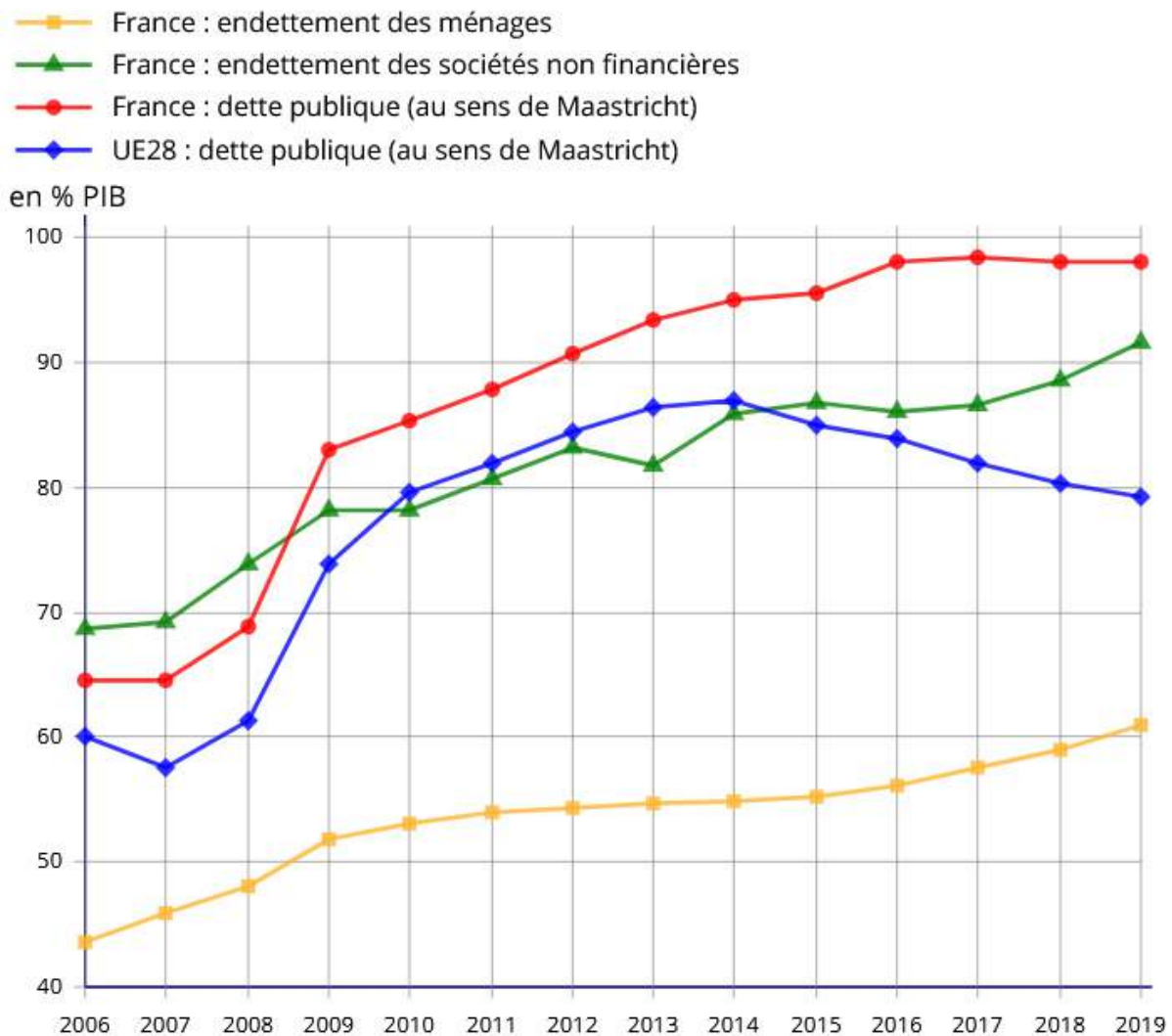


L'endettement des ménages et des entreprises en France



...Une autre évaluation, quelque peu "minorée", par l'INSEE, ce qui n'en efface pas pour autant la pente montante...

Endettement des différents agents économiques



Extraction du 09 novembre 2020

Source : Eurostat

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3281639?sommaire=3281778#consulter-sommaire>

Comme on l'a vu au début de notre recherche, la différence de "pente" entre les pays s'est donc brutalement effacée en 2020, avec la "crise du covid", mais la différence de brutalité entre les mesures répressives lors de la première vague a donc également une explication en ce que, même si le pouvoir macronien

avait réussi à le dissimuler tant bien que mal, le "terrain économique" de la France, fortement dégradé depuis des années, et particulièrement en 2019, était donc le "terrain idéal" pour l'expérimentation et la mise en œuvre de restructurations banco-centralistes parmi les plus poussées.

« L'endettement croît plus vite que la croissance

« *L'endettement de la France, à tous les niveaux, État, établissements publics et privés, et ménages sont à des niveaux records.*

La Banque de France dans son rapport semestriel rappelle que l'endettement actuel est le risque principal du système financier français au mois de juin 2019, au même niveau que celui pesant actuellement sur les marchés financiers.

Taux d'endettement record

Les taux d'endettement des entreprises et des ménages français continuent de croître à un rythme soutenu. La dynamique de l'endettement des entreprises augmente le risque de défaut et/ou les difficultés de refinancement en cas de choc macroéconomique. La croissance des crédits aux ménages appelle également à une vigilance particulière face aux signes d'assouplissement progressif des critères d'octroi. La capacité à mobiliser les ressources publiques pour amortir de futurs chocs économiques ou financiers devient également plus limitée avec l'accumulation des déficits depuis la crise.

L'endettement croît plus vite que la croissance

L'endettement (considéré comme le risque le plus important) croît plus rapidement que la croissance : le niveau actuel de l'endettement des acteurs privés ne suggère pas de risque financier généralisé à ce stade, mais sa hausse ininterrompue contribue à une fragilisation macroéconomique progressive et un affaiblissement de la résilience intrinsèque de l'économie française, alors que la capacité à mobiliser davantage de ressources publiques pour amortir de futurs chocs économiques et/ou financiers s'érode alors que la dette publique ramenée au PIB est à 98% en France, un niveau élevé, très supérieur au plafond de 60% établi dans le pacte de stabilité et de croissance européen. »

<https://www.francetransactions.com/actus/news-finances/l-endettement-record-en-france-etat-entreprises-particuliers-le-risque-majeur.html>

En Juin 2019, donc, la Banque de France évaluait donc encore la situation à l'aune des critères de l'UE "mitterandienne" ... Alors que la France était donc d'ores et déjà la proie potentielle pour un retournement de politique financière du type "Quoi qu'il en coûte" ... C'est l'occasion de rappeler que si la

BDF est encore, formellement, une propriété "capitalistique" de l'Etat français, elle est surtout, statutairement et administrativement, une division locale avancée de la BCE... Et donc que son "indépendance" de gestion est essentiellement celle que la BCE a réussi à rendre pérenne, sur le terrain, pour son propre compte, aussi bien littéralement qu'au sens "figuré", qui est ici le sens politique réel et concret, celui du contrôle des marchés financiers, et, partant de là, de l'ensemble de la vie économique.

C'est bien en ce sens que la formule "Quoi qu'il en coûte!" du 12 Mars 2020 représente un nouveau pas en avant décisif dans cette prise de contrôle de plus en plus directe. C'est l'effacement des derniers vestiges d'autonomie des États-nations en tant que constituants de base de l'UE, structure d'équilibre instable entre eux. La "crise du covid" est l'occasion pour la BCE de reléguer aussi bien les autres superstructures "européennes" que les structures étatiques nationales résiduelles au rang de simples relais et exécutants des décisions de son gouvernorat. Gouvernorat de la BCE, qui, rappelons le au passage, n'est en rien l'émanation de la démocratie, sous aucune forme, même la plus dégradée qui soit. Le gouvernorat de la BCE, comme celui des autres Banques Centrales, est une émanation directe du système, par simple cooptation.



Avoir ne serait-ce qu'un minimum d'autonomie politique implique d'avoir d'abord un minimum d'autonomie économique. Il ne s'agit donc évidemment pas ici de parler d'autarcie, mais simplement d'avoir une capacité de production autonome de valeur économique qui fait d'un pays un partenaire crédible doté d'une parole politique de suffisamment de poids pour avoir une influence quelconque dans les négociations internationales, et plus généralement, dans le commerce international, à la base. Ce n'était donc déjà plus le cas de l'Etat macronien au tournant 2019-2020, et dès le premier tangage sérieux de la "crise du covid" il ne pouvait donc que plier à l'instant aux injonctions de la BCE, faisant opérer à la stratégie budgétaire française un virage à 180°, dès le 12 Mars, donc. D'où le pathétique "Quoi qu'il en coûte!" macronien...

A priori, le cas de l'Allemagne est le cas diamétralement opposé, et il l'est bien réellement, en termes de production autonome de valeur économique. Et cela ne tient en rien à de supposées ambitions d'un "retour de flamme" de l'impérialisme allemand, hypothétiquement impulsé par Mme. Merkel, selon nos sociaux-chauvins français, incapables de la moindre "analyse" autre que de répéter, sous une forme ou sous une autre, leur éternel bréviaire thorezien de Kollaboration de classe!

Pour autant, il y a bien une fraction importante du capital productif allemand qui a tenté d'organiser une sorte de résistance politique et juridique face au banco-centralisme de la BCE, mais c'était aussi précisément une action politique opposée au clan Merkel, tout à fait partisan, et finalement également quand à elle, de la capitulation la plus complète face à la BCE.

Ce qui n'était encore pas forcément tout à fait évident pour tout le monde avec l'arrêt pris par la Cour Constitutionnelle de Karlsruhe contre la BCE le 5 Mai 2020, en pleine "crise du covid". Il est clair que l'arrêt de la Cour Constitutionnelle allemande remettait profondément en cause la politique monétaire de la BCE, en lui enjoignant de devoir se justifier sous trois mois... Il est également clair que cet arrêt tombait on ne peut plus mal, pour la BCE, au moment même ou elle renouvelait, sous prétexte de "pandémie", et à très grande échelle, le type de politique monétaire dite "non conventionnelle", mais devenue la norme depuis 2008 aux USA, et donc déjà bien établie, en Europe, depuis 2015, notamment, avec le Quantitative Easing version BCE...

5 Mai 2020: Retour sur une tentative avortée de Contre-Coup d'Etat "juridique" de la Cour Constitutionnelle de Karlsruhe contre la BCE!



<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2020/06/04/5-mai-2020-retour-sur-une-tentative-avortee-de-contre-coup-detat-juridique-de-la-cour-constitutionnelle-de-karlsruhe-contre-la-bce/>

En réalité c'est précisément à propos de ces QE, et de la partie imputée à charge de la Bundesbank (BC allemande...) par la BCE, qu'avaient réellement commencé les procédures politiquement significatives, et depuis 2015, donc, en fait, avec déjà une première altercation juridique, en 2018, devant la Cour de Justice de l'UE. C'est donc bien sur cette "fraction allemande" des QE initiés en 2015 que porte l'arrêt du 5 Mai 2020 de la Cour Constitutionnelle allemande, siégeant à Karlsruhe.

Néanmoins, le principe en étant le même que celui de la politique monétaire entreprise par la BCE depuis Mars 2020 sur fond de "pandémie", l'enjeu des suites éventuelles de cet arrêt prenait une importance particulière, et même potentiellement décisive, en regard du rapport de force entre le capital productif allemand et l'ingénierie monétaire et financière de la BCE, sur le point de consacrer définitivement son pouvoir économique et politique, en substitution, aussi radicale que discrète, de tous les autres, y compris financiers, dans la zone euro, et en harmonie avec celui, parallèle et similaire, de la FED, pour la zone dollar...

Dès le 5 Mai et pour quelque jours encore, le chœur des souverainistes de tous poils, de l'"extrême-droite" à la supposée "extrême-gauche" sociale-chauvine thorezienne, a donc battu la chamade en proclamant la fin prochaine de la zone euro, même si ce chœur s'est vu quelque peu "étouffé" par l'ambiance "pandémique" générale et surtout celui des concerts de louanges au personnel soignant en ordre de bataille permanente...

Mais dès le 7 Mai déjà, par un simple propos au cours d'une "table ronde" Bloomberg, Christine Lagarde "recadrerait" brutalement les juges de Karlsruhe en se référant au droit imposé par la Cour de Justice de l'UE, dont elle s'arrogeait ainsi la primauté, en tant que directrice de la BCE...

"Cour de Justice" de l'UE qui s'exécute, dès le lendemain...

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/la-cour-de-justice-de-l-ue-se-dit-seule-competente-sur-l-action-de-la-bce-20200508>

<https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/bce-christine-lagarde-replique-aux-juges-allemands-et-reaffirme-son-independance-1201418>

« Au cours d'une table-ronde organisée par l'agence Bloomberg, la présidente de la BCE a voulu signifier qu'elle a l'intention de maintenir les rachats massifs de dettes des Etats et des entreprises en zone euro. A coups de centaines de milliards d'euros, l'instance veut ainsi donner de l'air à une économie entrée dans une récession d'ampleur historique du fait de l'impact de la pandémie de Covid-19.

Pour Lagarde, la BCE n'a pas de comptes à rendre

Christine Lagarde a également répondu à la Cour constitutionnelle allemande en signifiant que, sur le fond, la BCE n'avait pas de comptes à rendre à une juridiction nationale de ce type. La banque centrale est « une institution européenne, responsable devant le Parlement européen et sous la juridiction de la Cour de justice de l'UE », a-t-elle lancé en forme de mise au point. »

Mais faire réellement revenir l'affaire devant la CJUE eut donc déjà été reconnaître que le droit constitutionnel allemand avait son mot à dire, et il n'en n'était nullement question, du point de vue de la BCE.

La tendance largement majoritaire de la bourgeoisie et de la classe politique allemande étant de toute façon depuis longtemps orientée vers la capitulation, Merkel en tête, il suffisait donc à la BCE d'attendre le vote du Bundestag, le parlement allemand, qui, à peine deux mois plus tard, le 2 Juillet, enterrait donc la hache de guerre constitutionnelle de Karlsruhe!

Alors que le vote était donc acquis d'avance, le très officiel média « Comprendre l'Europe - Le site de référence sur les questions européennes » en faisait déjà la "revue de presse", rappelant néanmoins avoir senti passer le vent du boulet, même si loin de son but...

« Arrêt de Karlsruhe : les députés allemands soutiennent la Banque centrale européenne

« Les députés allemands s'apprêtent à soutenir, ce jeudi 2 juillet en fin d'après-midi, la politique de la Banque centrale européenne lors de la crise de la zone euro. Plus exactement, le Bundestag doit se prononcer sur une motion approuvant le plan de rachat massif d'obligations lancé par l'institution monétaire en 2015. Un programme très interventionniste, réitéré en 2020 pour faire face à l'impact économique de la pandémie de Covid-19.

Le vote des députés fait suite à une décision controversée de la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe. Dans un arrêt rendu le 5 mai dernier, celle-ci a sommé la BCE de prouver sous un délai de trois mois que sa réponse à la crise économique était proportionnée. Faute de quoi elle demandait au gouvernement et au Parlement allemands d'en retirer la Banque centrale allemande, principal acteur de ces programmes.

"Un scénario catastrophe pour la zone euro car sans l'appui de sa principale économie ces interventions seraient privées de leur efficacité", conclut Ouest-France. Dans le même arrêt, la Cour constitutionnelle avait également "obligé le Bundestag à assumer (...) sa responsabilité en matière d'intégration [européenne]" en "observant en permanence" les activités de politique monétaire de la BCE", rappelle le quotidien allemand die Welt.

Sursis temporaire

Le sursis dont bénéficie la BCE pourrait ainsi "n'être que temporaire", les opposants au programme de l'institution monétaire ayant averti "qu'ils pourraient tenter une nouvelle action en justice" [France24]. Plusieurs membres de l'opposition, dont Uwe Kamann, ancien député de l'AfD aujourd'hui indépendant, a ainsi annoncé son intention de "faire appel devant la Cour constitutionnelle fédérale", indique die Welt.

L'ancien chef de parti de la CSU, et l'un des requérants dans le jugement de la Cour constitutionnelle, Peter Gauweiler, a lui aussi averti qu'il pourrait lancer une nouvelle action en justice, si les documents fournis par la BCE ne le satisfont pas. Dans ce cas,

il demanderait à ce que le jugement initial soit exécuté, ce qui interdirait à la Bundesbank de continuer à y participer, a-t-il prévenu dans le Süddeutsche Zeitung [France24]. »

<https://www.touteurope.eu/revue-de-presse/revue-de-presse-arret-de-karlsruhe-les-deputes-allemands-soutiennent-la-banque-centrale-europeen.html>

Voir également:

<https://www.agefi.fr/regulation/actualites/quotidien/20200703/l-alle-magne-eteint-contentieux-bce-justice-301999>

Inauguré en Novembre 2019, au moment même où, sans que la population ne puisse en prendre conscience, le monde était déjà en train de sombrer dans la crise, le "mandat présidentiel" de Christine Lagarde était donc bien parti, en réalité, pour être celui de la consécration du pouvoir absolu de la BCE, via le cycle de la dette, sur l'ensemble de la zone euro...



Christine Lagarde

@Lagarde

I was pleased to invite my new Governing Council colleagues to join me at an off-site retreat yesterday. We discussed in an open and informal setting the running of the Governing Council.

<https://twitter.com/lagarde/status/1194990928613781505>

Bien entendu, dans l'établissement de ce nouvel ordre mondial, dont la BCE est le "cerveau" pour la zone européenne dite "zone euro", non seulement demeurent de nombreuses "ambigüités", mais elles sont nécessairement et volontairement cultivées.

Par une double parole constante, tout d'abord, comme on l'a déjà vu, et à plusieurs niveaux, en fonction des impératifs de "restructuration" de l'économie mondiale, et donc en fonction de la progression du processus, d'abord. Il est bien évident que la plupart des capitalistes, et de toutes "tailles" en matière de capital et d'emprise économique, sont devenus accros, par nécessité incontournable, aux divers déversements de liquidités de la BCE, que ce soit directement à la source, comme pour les banques d'affaires, ou plus indirectement, à travers le "filtre" des crédits "spéciaux" qui leurs sont accordés. Pourtant, une bonne partie d'entre eux n'entend pas se satisfaire éternellement de cette situation et s'imaginent "revoler" (!) un jour de leur propres ailes de rapaces... De cela, les banco-centralistes tiennent habilement compte, pour ne pas se trouver à nouveau confrontés à des initiatives du type "Cour de Karlsruhe", qui avait, pour un temps, mobilisé d'assez larges et variés secteurs de l'opinion, en Allemagne, y compris avec l'appui de quelques "ténors" de la fraction politique "classique", si l'on peut dire, de la bourgeoisie allemande.

En France la double parole est illustrée, aujourd'hui même, 21 Janvier, par Moscovici, d'une part, qui nous annonce donc un endettement public supérieur à 100% pour les dix ans à venir, et voire plus au cas où..., et d'autre part par Olivier Dussopt, chargé de faire de la langue de bois "rassuriste" auprès des businessmen de seconde catégorie, du genre qui "y croit" encore... Peu convaincant, en fait, comme en atteste sa figure déconfite, à l'issue de son interview par le très libéral mais très talentueux journaliste de Boursorama...



<https://youtu.be/Lgacyl8nhsM>

Un grand moment d'humour involontaire... Moins drôle pour ses victimes!

Ce que montre l'exemple pathétique d'Olivier Dussopt, possiblement sincère dans son rôle de clown pitoyable, c'est l'aspect inévitablement et profondément manipulateur du processus de mutation banco-centraliste, dit couramment "Great Reset" en langage médiatique "classique".

Même si le processus banco-centraliste a déjà connu deux véritables "bonds qualitatifs" décisifs pour son établissement comme nouveau système de domination de classe, avec la crise de 2008 et celle de 2020, c'est néanmoins un processus qui se conçoit, du point de vue de ses promoteurs, comme une "transition" qui nécessite plusieurs décennies de restructurations infrastructurelles et superstructurelles et de mise en œuvre sur le terrain. De sorte que laisser entrevoir la possibilité d'un "retour à la normale", c'est à dire au capitalisme "classique" et donc hypothétiquement encore capable de "développement économique", de "gains de productivité", etc..., c'est pour les banco-centralistes une nécessité tactique absolue, afin de pouvoir continuer à manipuler, et le plus souvent, en les divisant et en les opposant les unes aux autres, les forces sociales anciennes encore survivantes.

Parmi ces forces sociales se trouve désormais l'ensemble de la "gauche" politique et syndicale, et y compris la presque totalité de la supposée "extrême-gauche anticapitaliste" qui contribue donc, de par sa fonction même, et donc, évidemment, par ses propos constants, à accréditer ce mythe du "retour à la normale", même si c'est, prétendument, pour "combattre le capitalisme"!!!

Il est donc particulièrement caractéristique, au cours des récents débats, que même les éléments apparemment les plus "avancés" en termes de conscience politique, et de plus, souvent dotés d'une réelle culture politique appuyée sur un long passé militant, en viennent donc à chercher tous les arguments possibles et imaginables pour accréditer la thèse d'un prochain "rebond" du capitalisme "classique", même si c'est donc celui qui doit leur permettre d'en venir enfin à bout... Ou, plus comique encore comme "prospectiviste", qui devra "s'effondrer" tout seul pour laisser "spontanément" la place au communisme...

Parmi les pirouettes "théoriques" tentées au cours des récents débats, celles du camarade Gérard Bad sont particulièrement remarquables du fait des longs débats que nous avons eu avec lui et qui font donc qu'il ne peut réellement ignorer les bases sociales et économiques du banco-centralisme. Les contorsions de sa démarche pour les contourner sont donc particulièrement caractéristiques du déni que cultive la "gauche" pour survivre et tenter de conserver sa fonction politicienne dans le système de domination de classe en pleine mutation.

Une étude de sa dernière publication peut donc permettre d'en analyser les méandres et, tant qu'à faire, avancer encore dans l'analyse des processus banco-centralistes, ce qu'a déjà permis, du reste, l'avancée du débat avec ce camarade, "à l'insu de son plein gré" selon la célèbre formule du coureur cycliste...

« Le capital fictif se développe vers l'impasse de la dette perpétuelle »

[G.BAD-Le capital fictif se développe vers l'impasse de la dette perpétuelle-PDF](#)

Le titre, par lui-même, peu clair, semble contenir sa propre contradiction: une dette perpétuelle qui permet un développement du capital fictif ne pouvant être, par définition, une impasse, qui impliquerait, quant à elle, un point d'arrêt du processus!

On passera, également sur nombre de formules plus qu'approximatives qu'utilise ce camarade pour tenter de faire "coller" entre eux les fragments contradictoires de son propos, et on en viendra directement au fond, ou du moins, ce qui semble être l'objectif essentiel de son propos. Il commence donc par nous exposer un résumé succinct de la "Théorie Monétaire Moderne", supposément dans la version de Stéphanie Kelton, telle qu'elle est effectivement promue par la "gauche" US... On n'épiloguera pas, ici, sur l'historique complexe de cette "théorie", mais le fait est qu'elle a certainement été une des sources d'inspiration idéologique du banco-centralisme, mais pas la seule, ni même, la principale. On reviendra, plus loin, sur ce point... Le premier point en discussion "sérieuse" dans son propos étant le fait de savoir si la dette mondiale est "remboursable" ou non... Il ne nie pas, évidemment, l'importance quantitative de la dette, et nous gratifie même d'un encart spécial à ce sujet...

Encart

Le niveau d'**endettement** dans le monde ne cesse de grimper et il s'est envolé avec la crise du coronavirus. Après un record à 322% du produit intérieur brut (PIB) fin 2019, la dette **mondiale** devrait atteindre 277 000 milliards de dollars fin **2020**, soit 365% du PIB, selon l'Institute of International Finance (IIF). 19 nov. 2020. Fin de 2019, selon des estimations l'(IIF), la dette représentait de 32 500 dollars pour chacun des 7,7 milliards d'humains vivant sur terre. Ce montant est plus de trois fois supérieur à celui du produit intérieur brut (PIB) mondial. La dette mondiale se calcule par l'addition de toutes les dettes des Etats, des entreprises et des particuliers.

Une autre étude conclut que depuis la faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers en 2008, les Etats ont emprunté 30.000 milliards de dollars, les entreprises 25.000 milliards, les ménages 9.000 milliards et les banques 2.000 milliards.

Il nous parle néanmoins d'une sorte de touchante harmonie entre les propos du chante attitré du banco-centralisme qu'est Patrick Artus (« [Oui, la dette explose mais elle n'aura pas à être remboursée!](#) »)



et cette désopilante « **PROPOSITION DE RÉSOLUTION** déclarant la **nécessité** du **rachat de la dette publique** par la **Banque centrale européenne** et de sa **transformation en dette perpétuelle**, présentée par Mesdames et Messieurs Jean Luc MÉLENCHON, Clémentine AUTAIN, Ugo BERNALICIS, Éric COQUEREL, Alexis CORBIÈRE, Caroline FIAT, Bastien LACHAUD, Michel LARIVE, Danièle OBONO, Mathilde PANOT, Loïc PRUD'HOMME, Adrien QUATENNENS, Jean Hugues RATENON, Muriel RESSIGUIER, Sabine RUBIN, François RUFFIN, Bénédicte TAURINE, député.e.s. »

...qui consiste donc, ni plus ni moins, à proposer de faire ...ce qui se fait déjà!

Mais le camarade Gérard Bad, gravement perturbé dans ses croyances gauchistes spontanéistes par le fait que la dette puisse ne pas être remboursée, tente donc quelques arguments à ce propos... Le premier, et supposément décisif, il le trouve chez [Agnès Bénassy-Quéré, chef économiste de la Direction Générale du Trésor:](#)

« Mais au fait, faudra-t-il rembourser la dette ? La réponse juridique et financière est oui : une dette est un contrat qui doit être honoré. L'Etat ayant la capacité de lever l'impôt, les marchés financiers lui font en général confiance pour honorer ses engagements. En retour, l'État s'appuie sur les marchés pour rembourser ses anciennes dettes en émettant de nouvelles dettes. »

Autrement dit, et on ne peut plus clairement, rembourser la dette par une autre dette, ce qui s'appelle précisément, selon MM. Artus et Mélenchon: "la dette perpétuelle"!!!

On ne sait donc trop si le camarade Gérard Bad a réellement lu la citation, au demeurant plus longue, dans son texte, ou bien s'il l'a voulu ainsi pour tenter de "noyer le poisson", toujours est-il que l'argument, pour le moins, se retourne carrément et d'entrée de jeu, contre son propos!

Ensuite, arguant que l'Etat reste formellement "propriétaire" de la Banque de France, et ignorant, au passage, qu'elle est, statutairement, une division "locale" de la BCE au titre de l'Eurosystème, tente d'interpréter [les jeux d'écritures](#) entre les trois, BCE, BdF, Etat, concernant les intérêts de la dette, comme un moyen de "rembourser" l'Etat par un hypothétique "enrichissement sans cause" de sa manière... En réalité, aveuglé par son illusionnisme gauchiste, il n'a tout simplement pas pris la peine de faire le compte:

___ **Le montant global de la dette publique,**

c'est 2 798 Milliards d'€, à l'horizon actuel de 2021!

>>> 2 798 000 000 €

Ce qu'elle va coûter à l'Etat en 2021:

___ **Engagements financiers de l'Etat**

>>> Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs) [[JO page 171](#)]

>> 36 073 000 000 €

Ce qu'elle va lui "rapporter" en termes de dividendes "récupérés"

2. Recettes non fiscales >>> 21. Dividendes et recettes assimilées [[JO page 159](#)]

>> 4 788 421 455 €

Soit un reste à payer, seulement en intérêts, de:

>> 31 284 578 545 €

**Sans même parler, donc, du principal,
et encore moins, d'"enrichissement sans cause"!!!**

...Et donc, dommage, pour le camarade Bad, qui non seulement rame pour sauver le capitalisme "classique" contre l'évidence de la dette, mais voulait, en prime "enrichir l'Etat à l'insu de son plein gré"!!!

Enfin, l'argument idéal pour faire pleurer dans les chaumières gauchisantes, le réellement triste sort de la Sécurité Sociale, inévitablement gravement impactée par l'aspect sanitaire néanmoins bien réel de la crise du covid, surtout de la façon dont elle est actuellement "traitée"...! Le célèbre "trou de la sécu" qui semblait effectivement sur le point d'être "rebouché", n'eusse été ce nouveau problème, se voit donc retrouver une bien sinistre profondeur. Après diverses "évaluations", voici donc la dernière version "officielle", celle qui rentre actuellement dans le projet de loi de finance de la sécu pour 2021:

"La **crise sanitaire** se poursuit, et entraîne avec elle l'aggravation du **déficit de la Sécurité sociale**. Pour l'année 2021, ce dernier est réévalué à 37,5 milliards d'euros, soit « 7,8 milliards de plus par rapport aux dernières prévisions », a annoncé **Olivier Dussopt** en début de semaine lors de l'ouverture à l'Assemblée nationale de la seconde lecture du projet de loi de financement de la sécurité sociale (**PLFSS**) pour 2021.

"...Pour mémoire, le déficit de la Sécurité sociale prévu pour l'année 2020 affiche **49 milliards d'euros**, un niveau record. Il ne devrait pas être réévalué.

<https://www.previssima.fr/actualite/le-deficit-de-la-securite-sociale-pour-2021-devrait-atteindre-357-milliards-deuros.html>

"Pour mémoire", c'est donc vite dit, vu que ce chiffre est lui aussi une "réévaluation" du même Dussopt, il n'y a pas si longtemps...

« Nous avons déposé avec Olivier Véran (le ministre de la Santé, ndlr) un amendement au projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) revoyant le déficit de la Sécu pour 2020 à -49 millions d'euros pour tirer les conséquences de l'impact de la seconde vague de Covid-19 », a tweeté le ministre des Comptes publics, Olivier Dussopt.

<https://www.leparisien.fr/economie/covid-19-le-trou-de-la-secu-devrait-atteindre-49-milliards-d-euros-en-2020-09-11-2020-8407425.php>

Ce même Dussopt, donc, très officiellement chargé de proclamer, ces jours derniers la "fin du Quoi qu'il en coûte"!!! Ce qui fait donc un déficit supplémentaire de 49 + 37,5 = 86,5 Milliards sur les comptes publics. Un déficit que le camarade Gérard Bad voudrait donc, là aussi, dans sa "logique" gauchisante très personnelle, transformer en

Poule aux Oeufs d'Or pour "rembourser la dette"!!! Il n'hésite pas à nous parler de "**137 milliards de dette tombant du ciel mis sur le dos de la sécu**", renvoyant le lecteur à son précédent article sur le sujet, où il ne sont que 136, du reste, mais bon... Ne chipotons pas et voyons la suite. Dans cet autre article il nous parle donc...

d'« Un débat express pour des enjeux colossaux à commencer par l'ajout de 136 milliards d'euros de dettes au «trou de la Sécu», que les Français rembourseront ainsi jusqu'en 2033, soit neuf années de plus que prévu.

Le tour est joué une nouvelle fois, la sécu qui était enfin arrivée à combler son trou justifiant l'abandon de la CRDS et la fermeture de la CADES se retrouve avec une dette colossale de 136 milliards. Cette dette englobe les déficits passés (31 milliards), mais aussi ceux attendus pour l'année en cours (52 milliards) et les trois suivantes (40 milliards), ainsi qu'un tiers du passif des hôpitaux (13 milliards). 13 milliards d'euros pour la reprise d'un tiers de la dette des hôpitaux, annoncée fin 2019 dans le cadre du [plan d'urgence pour l'hôpital](#) . Mais encore 92 milliards d'euros au titre des **déficits sociaux prévisionnels 2020-2023** liés à la crise actuelle et des **futurs investissements dans les établissements publics de santé** qui ont été décidées dans le cadre du **Ségur de la santé**. »

<http://spartacus1918.canalblog.com/archives/2020/10/23/38605751.html>

...Ce qui ferait donc un total de 228 Milliards d'€, et non pas 136 (ou 137!)... Histoire d'impressionner le lecteur il a donc simplement rajouté le total des déficits estimés à l'époque, 92 Milliards, déjà cités séparément, en fait, (52+40!) dans les [articles sources](#), qu'il a du "lire" avec des lunettes "gauchissantes"...! De plus, comme on vient de le voir avec le "réajustement" Dussopt-Véran, avec 37,5 Milliards pour le seul déficit 2021, les 40 initialement prévus pour les trois années 21-22-23 seront plus que probablement largement dépassés, sauf "miracle" (...ou "recette miracle", façon G. Bad?).

Et donc, selon ce camarade la Poule aux œufs d'Or fait néanmoins 136 Milliards: "*les 136 milliards de nouvelles dettes seront gérés par la CADES pour devenir un produit financier des plus rentable financé par la ponction de la CRDS*"

Une phrase qui mets donc sur un même plan les ressources propres de la CADES, qui sont non seulement la CRDS, **mais aussi une fraction de la CSG**, et qui sont donc déjà un moyen de remboursement existant, et donc évidemment à déduire, in fine du montant total de la dette à financer par l'emprunt, et non pas à y ajouter. (Mais passer de l'addition, déjà compliquée pour lui, à la soustraction, on comprend que ce soit problématique pour ce camarade!) (*NDLR: ...en cas de gouvernement révolutionnaire, on ne reprendra évidemment pas Dussopt, mais la nomination du camarade Gérard Bad au poste de ministre des comptes publics est à éviter absolument!!!*)

Pour le reste, donc, il s'agit effectivement d'une dette publique mise à l'encan des marchés, mais ni plus ni moins qu'une autre, et même, de par le fait, potentiellement

"banco-centralisable"... Ce qui est même précisé sur la [brochure](#) citée en lien par le camarade, page 10 (...mais qu'il n'a sans doute pas lu non plus...):

« Les obligations émises par la CADES sont éligibles au programmes PSPP et PEPP de la BCE »

Ce qui se traduit déjà, en pratique, et pour une première "tranche" de 5 Milliards de dollars sur le marché US, par...

« Les banques centrales et institutions officielles ont souscrit 45% de l'emprunt, les banques 33%, les investisseurs institutionnels 19% et d'autres investisseurs 3% »

https://www.cades.fr/pdf/communiqués/fr/2021/CP_12janv2021_VF.pdf

Bien évidemment, il ne s'agit pas ici de la BCE, mais nul doute qu'en cas de "souci" avec cette émission, un "rachat" BCE soit donc toujours possible...

Bref, de la "puissante" analyse et démonstration du camarade concernant le "remboursement de la dette" il ne reste rien de concret, rien de crédible...

Pour autant, ses efforts ne se sont pas limités au seul objectif du "remboursement de la dette"... Il tente, en cours de route, entre deux de ses tentatives sur le sujet de la dette, une sortie "théorique" sensée plus ou moins résumer le principe de développement économique du capital fictif.

Dans un premier temps il semble avancer le principe, à priori valable, selon lequel l'élévation de la composition organique du capital tend à transférer une part accrue du capital fixe vers le capital fictif, et donc à réduire relativement la quantité de plus-value réellement produite.

...Mais dans la même phrase il pose le principe que l'innovation technologique, selon lui, **"vise l'extraction de plus-value relative"**, et à la suite, que cela résulterait d'une augmentation de la productivité...

Alors que le terme de « productivité », dans la conception bourgeoise de l'économie, ne se conçoit pas en termes de « plus-value relative », mais de rentabilité du capital, c'est-à-dire de productivité du capital, du travail, et/ou de l'ensemble des deux, dans le rapport entre investissement et chiffre d'affaire. Et en fin de compte, en termes de « compétitivité », c'est à dire de concurrence sur les marchés.

La « productivité » vue par le capitaliste n'a donc qu'un rapport très indirect avec la composition organique du capital et ne dit rien, à priori, sur la nature du capital accumulé, et donc il est faux de dire que le capital **« vise l'extraction de plus-value relative »**, alors qu'il vise simplement l'extorsion de profit, de la composition et de la nature duquel il se moque complètement, selon la simple formule A-A' !

Ensuite, il n'hésite pas à inclure la « robotique » dans la machinerie supposée permettre cette « augmentation de la productivité » qui « produit de la plus-value relative », alors qu'à l'évidence, et comme il le rappelle lui-même dans la phrase suivante : « **la plus-value provient de l'exploitation du travail humain** » !

Et alors encore, que, par définition, la productivité de la machinerie, robotique ou non, du reste, n'est que celle de la valeur d'usage du capital fixe et ne fait que la reproduire dans la valeur d'usage de la production, sans y apporter la moindre valeur ajoutée. C'est la valeur arbitrairement « ajoutée » par le capitaliste, comme marge bénéficiaire de sa production robotisée, qui est, par contre, et directement, une forme de capital fictif. Ce n'est que dans la mesure où l'investissement en capital fixe provient lui-même déjà du capital fictif, ce qui est souvent le cas, que l'on peut alors parler de cycle commun du capital fictif et du capital fixe. Dans le cas d'une machinerie robotisée, il ne produit donc évidemment aucune plus-value, ni absolue, ni relative !

Dans le stade « intermédiaire », où l'automatisation est déjà poussée mais sans avoir entièrement exclu le travail productif humain, il est bien clair, comme nous l'explique Marx, que l'augmentation de la plus-value relative, liée à l'augmentation de la productivité, tend en fait à dévaloriser le travail, et par là même, à réduire les possibilités de réalisation de la plus-value, par la réduction de circulation du capital variable. L'intérêt du capitaliste n'est donc pas dans cette dévalorisation, enfin de compte, comme l'ont montré les phases d'expansion du capitalisme, genre « trente glorieuses ». Autant que la compétitivité le permet, le capital cherche aussi à freiner cette dévalorisation par le cycle production-consommation, comme cycle de survie augmentée.

Enfin la « dévalorisation du capital », sans plus de précision du sens, n'en a précisément aucun...! Le cycle de productivité du capital fixe, même lorsqu'il ne produit pas de plus-value, conserve la valeur d'usage du capital fixe, pour autant qu'elle se reproduise dans la valeur d'usage de la production, c'est à dire pour autant que celle-ci conserve, également, une valeur d'usage sociale. Elle conserve ainsi, également, son pouvoir de domination sociale, et c'est bien pourquoi les Banques Centrales n'hésitent pas à financer largement le « chômage partiel », lors de la crise du covid, et notamment du confinement.

Comme nous l'explique très bien Patrick Artus, c'est une des formes de « monnaie hélicoptère » déjà en fonction, et qui sont nécessairement amenées à se développer, à mesure que le processus banco-centraliste se substitue au capitalisme « classique » et tend vers le monopole absolu de toutes valeurs d'usage, qui est sa forme aboutie, à terme.

« Par augmentation de la force productive du travail, nous entendrons ici, de manière générale, une modification dans le procès de travail qui fait que le temps de travail requis socialement pour la production d'une marchandise est raccourci, et donc qu'un plus petit quantum de travail acquiert la force de produire un plus grand quantum de valeur d'usage. » (Marx, Capital, I, 10)

La valeur de la production n'est pas seulement la valeur du travail vivant directement objectivé en elle, mais la valeur globale du travail objectivé par l'ensemble du processus productif. Cela inclus donc la valeur d'usage du capital fixe et la valeur d'usage des matières premières, même si elles sont déjà des formes de la valeur-travail déjà objectivées au cours des étapes antérieures du processus. Avec l'augmentation de la productivité, sous toutes ses formes, c'est toujours une part plus grande de la valeur d'usage du capital fixe qui s'incarne dans la valeur d'échange finale de la production.

De sorte que même si la masse du capital mis en mouvement augmente, la part du capital circulant en tant que capital variable productif décroît, et relativement et absolument, et avec elle, la possibilité de réalisation de la plus-value.

De sorte, également et surtout, que même si le prix des marchandises est abaissé du fait de la concurrence, il ne peut, en aucun cas, descendre en dessous de la valeur d'usage du capital fixe et des matières premières. Tandis que la quantité de travail vivant objectivée dans la valeur de la production ne fait que continuer à décroître avec l'augmentation de la productivité.

De sorte que pour réaliser une quantité équivalente ou supérieure de plus-value le capital doit produire et vendre une quantité toujours plus importante de marchandise, et donc créer un nombre de besoins sociaux de plus en plus important et essayer de les rendre aussi réellement que possible indispensables à la survie sociale, ce que l'on peut qualifier, avec Guy Debord, de survie augmentée, même si avec quelques nuances dans la définition du terme. Une telle survie augmentée implique une masse monétaire en circulation toujours plus importante et correspondant toujours plus à la valeur d'usage du capital fixe et de moins en moins à la valeur d'échange du travail vivant productif.

Il y a donc une limite de rentabilité en dessous de laquelle le capital doit financer à la fois la production et la consommation et cesse donc de fonctionner comme capital, en réalité, et même, à l'évidence, pour rentrer dans un cycle d'endettement global qui

est, typiquement, celui du banco-centralisme, et dans lequel nous sommes donc rentrés depuis 2008 au moins, déjà !

Avant d'en arriver au point de subventionner ouvertement et massivement la consommation, il tente néanmoins nécessairement de marchandiser une partie des activités de service, pour en extraire une plus-value absolue, ainsi que relative, nécessairement limitée et vite confrontée au même syndrome lié à l'automatisation et à la robotisation. Un cycle de service entièrement automatisé et robotisé est un cycle économique qui se déroule entièrement dans le cycle de production et de reproduction de la valeur d'usage du capital fixe. En tant que circuit de consommation, il absorbe donc une partie de la valeur-travail encore produite dans les autres secteurs. Il contribue donc à réduire la circulation du capital variable nécessaire à la réalisation de la plus-value et précipite la domination du cycle du capital fixe sur l'ensemble de la circulation du capital.

Mais en réalité il en va de même dans l'industrie, à partir du moment où une partie de la production est issue de secteurs de production et/ou de lignes entièrement automatisées et robotisées, et bien évidemment, d'usines complètement automatisées et robotisées. Ce qui produit donc le même effet en termes de réduction de la circulation du capital variable productif et de réduction de réalisation de la plus-value, et même à une bien plus grande échelle, bien que cela soit moins évident et moins apparent.

Avec la période d'expansion de l'impérialisme, une quantité suffisante de valeur provenant des colonies et néo-colonies a pu être transférée dans les métropoles impérialistes elles-mêmes pour alimenter le processus de la survie augmentée.

Avec l'internationalisation extensive des processus de production, dans la phase actuelle de mondialisation, un premier frein à ce processus est déjà apparu par le différentiel de coût de la main d'œuvre et de la composition organique plus faible du capital dans les économies « émergentes » qui ont permis provisoirement de retrouver des marges de plus-value.

Toutefois, par l'effet même de ces échanges internationaux, l'évolution de ces économies émergentes se fait plus rapidement qu'elle ne s'est faite dans les anciennes métropoles impérialistes et cela ne fait donc qu'un frein très provisoire au processus mondial de banco-centralisation.

Avec les processus d'automatisation et de robotisation il se crée donc différents flux parallèles de circulation du capital, qui sont des flux dotés chacun de caractéristiques propres, mais qui sont évidemment en interaction dialectique entre eux. La présente étude montre donc essentiellement comment le cycle du capital fixe a inexorablement tendance à s'autonomiser, par rapport au cycle classique capital variable + capital fixe, même s'il reste encore provisoirement en interaction dialectique avec lui, et donc à produire la dette systémique comme base économique et sociale du banco-centralisme, ce qui explique son émergence et sa domination nouvelle, irréversible, sauf Révolution !

Bien évidemment, ces flux ne sont pas comptabilisés séparément, du point de vue de l'économie bourgeoise. Ces flux se distinguent néanmoins, du point de vue de l'analyse de la valeur produite, par leur caractéristiques en termes de rapports entre valeur d'usage et valeur d'échange, et évidemment par leur relation avec la production de valeur-travail, par le mode d'objectivation du travail, direct ou non, et même par leur origine en temps que travail objectif et/ou travail subjectif. Et d'une manière générale et particulière par les relations dialectiques entre tous ces différents aspects, formes et modes de la valeur.

Comprendre tous ces aspects dans leurs manifestations concrètes est une nécessité pour comprendre le monde de notre temps, qui est bien différent de celui de l'époque de Marx. Pour bien comprendre la performance intellectuelle de Marx, avec ses qualités et ses défauts, il est nécessaire de bien réaliser le cadre dans lequel elle s'est effectuée. A l'époque des Grundrisse, et même à l'époque du Capital, premier Livre, la vapeur était encore la force motrice de l'ensemble de l'industrie, et l'électricité ne connaissait encore pratiquement, sauf pour le télégraphe, que des applications expérimentales. Ses applications courantes, tant pour l'éclairage que pour l'industrie, lui sont quasiment toutes postérieures. De même pour l'utilisation de moteurs thermiques à explosion et des moyens de transport qui en ont dérivé par la suite. Malgré ces conditions rudimentaires de l'industrie de l'époque de Marx, c'est de leur observation que sont nées les Grundrisse qui servent de base, aujourd'hui, aux économistes anglo-saxons pour comprendre l'impact de l'automatisation et de la robotisation sur l'évolution de l'industrie, et, d'une manière générale, sur l'ensemble de l'économie. Il est malheureusement certain que ces réflexions ont aussi inspiré les promoteurs actuels du banco-centralisme, dans le sens d'anticiper sur les restructurations qui leur permettent donc de continuer à contrôler l'appareil productif mondial à travers le cycle de la dette.

Il est donc particulièrement regrettable que ceux qui prétendent encore se réclamer de Marx ne soient pas capable de s'en emparer pour comprendre le

monde actuel d'un point de vue prolétarien et concevoir une stratégie de lutte adaptée à la réalité de notre époque, au lieu de radoter des interprétations atrophiées et caricaturales, déjà obsolètes à la fin du siècle dernier.

Luniterre



SITUATION POST-COVID:

Pour Résister
au Coup d'Etat
des Banques
Centrales

Prenons le Pouvoir
sur l'Usage
de nos Vies !!!



*Sachez-le toujours
le cœur profond reprend
la phrase interrompue
Du moment que jusqu'au bout
de lui-même le chanteur
a fait ce qu'il a pu
Louis Aragon*